





# débats

## POLITIQUE FAMILIALE

**Les rangs des partisans d'une politique nataliste ont grossi depuis quelques années, mais l'on se bat toujours sur les moyens de relever le taux de fécondité, qui est tombé en France au-dessous du minimum indispensable pour assurer le renouvellement de la population. Jean-Jacques Dupeyrou décortique, lui, le programme « familial » du RPR, et exprime ses inquiétudes.**

## Deux salaires ou trois enfants ?

(Suite de la première page.)

Les temps sont mûrs, l'opinion étant mieux préparée, pour ouvrir la voie à de vraies réformes « natalistes », n'ayons pas peur des mots. Il faut que le taux de fécondité, ce « juge de paix » (aujourd'hui de 1,8 en France), retrouve le niveau de 2,1 au-delà duquel la population se renouvelle. Le drame est simple : « Pour la plupart des couples, il faut choisir entre le deuxième salaire et le troisième enfant », écrit Michel Albert (1). Donc, ce qu'on sacrifie, c'est le troisième enfant. La plate-forme de l'opposition insiste à son tour, après la majorité, sur la nécessité de ce troisième enfant. Heureuse conjonction.

Modifier les comportements ? Tout un monde. Le taux d'activité professionnelle des femmes tombe de moitié lorsqu'on passe des mères de deux enfants à celles de trois enfants : 60 % dans le premier cas ; 30 % dans le second.

Les nostalgiques de la « mère au foyer » auront beau faire campagne sur ce thème : elle tombera dans le vide, car on ne remonte pas le cours du temps. Dans tous les pays industrialisés, le besoin et le désir d'occuper un emploi montent chez les femmes de manière irrépressible. Comment combiner ces exigences avec celles d'une plus forte natalité ?

L'incitation financière pour les familles qui acceptent un troisième enfant est l'une des réponses importantes. L'allocation parentale décidée en 1984 allait dans cette voie, mais avec trop de réserve. Son taux est actuellement de 1 500 F par mois, ce qui compense trop faiblement la perte d'un salaire. La porter à la moitié du SMIC eût été plus valable.

Certains experts estiment que ce taux placé trop haut eût conduit à décourager les travailleurs qui ont un faible niveau de ressources. N'est-ce pas là un raisonnement typiquement machiste ? Comme si élever trois enfants ne correspondait pas à une dépense d'énergie et de temps valant bien celle des trente-sept à quarante heures de travail de certaines salariées.

### Savoir ce que l'on veut

Le budget de la France ne peut supporter ce surcroît de charges ? Il faut savoir ce que l'on veut. La politique est une question d'arbitrage. En outre, l'allocation parentale est prévue pour une durée de deux ans d'interruption de travail. Une période de trois ans ne serait-elle pas préférable, dans la mesure où c'est avant l'entrée à l'école maternelle que l'enfant a surtout besoin de la présence quasi constante de sa mère ?

Dans sa « plate-forme », l'opposition promet le développement de

cette allocation parentale, et le RPR a consacré une brochure aux grandes lignes d'une « politique pour la famille » qui précise que cette allocation, comme c'est déjà le cas à Paris, ne sera pas réservée seulement aux femmes ayant préalablement exercé une activité professionnelle.

L'idée paraît féconde - c'est le cas de le dire - mais sa mise en pratique bécottera tous ceux qui se rebellent contre la plus petite amorce d'apartheid. La condition d'octroi de cette allocation est en effet que l'un des deux conjoints soit de nationalité

**Comment concilier l'exigence d'une plus forte natalité avec le développement du travail féminin ?**

française. On voit quelle communauté est visée par cette discrimination. Elle ne heurte pas seulement les principes mais la logique : cette allocation aurait un effet limité sur les immigrés, puisqu'elle ne touche que les couples. Depuis que les frontières sont fermées aux travailleurs étrangers, ces couples se raréfient. Quant à la deuxième génération, elle adopte de plus en plus, on le sait, le comportement démographique des Français de souche.

L'argent est loin d'être un stimulant suffisant pour élargir la famille, bien que Jacques Barrot ait tout à fait raison d'écrire (2) que « la première révolution devrait être de faire évoluer l'enveloppe financière consacrée aux familles au moins comme la richesse nationale ». C'est tout un environnement socio-culturel qu'il faut modifier pour accueillir le troisième enfant, tant est profond, général et insaisissable le courant de désertion devant la famille nombreuse.

L'égalité devant l'emploi pour les femmes exige un vaste programme d'équipements collectifs. Selon les 110 propositions de François Mitterrand, 300 000 places de crèche devaient être créées prioritairement : 35 000 seulement l'ont été depuis 1981.

Des aides spécifiques au logement devraient également être prévues à la naissance du troisième enfant, dans la mesure où un seul est franchi pour la cellule familiale (sans parler peut-être aussi d'un changement de voiture).

Enfin, l'extension des possibilités de travail à mi-temps doit être prati-

quement encouragée pour les mères de trois enfants. Davantage d'emplois, plus de naissances ? Aucun lien n'a été prouvé scientifiquement entre les deux. Constatons simplement qu'en 1965, alors qu'on ne parlait pratiquement pas de chômage, le taux de fécondité était de 2,9 enfants par femme. En 1976, il était retombé à 1,8.

La désaffection pour le mariage ne facilite évidemment pas non plus la multiplication des naissances. Mais cette tendance paraît moins lourde que celle qui pousse les femmes à rechercher un travail à l'extérieur. Cela dit, on ne peut qu'applaudir au paragraphe de la plate-forme de l'opposition qui prévoit qu'en matière fiscale « les discriminations qui supportent les couples mariés par rapport aux personnes non mariées seront supprimées ».

Les sondages prouvent que la cellule familiale tient mieux le coup que d'autres dans le grand chambardement des valeurs. Il manque seulement à cette cellule d'avoir une taille un peu plus grosse. Ce ne sont pas les métastases qui sont à craindre.

PIERRE DROUIN.

(1) Dans les *Enjeux du siècle*. Éditions Desclée de Brouwer, 1984.  
(2) La *Revue des Deux Mondes*, octobre 1985.

## LU

### Quarante ans de prestations

Pour décaler les prises de position sur la politique familiale à l'occasion des élections législatives, il est bon de la remettre en perspective. Réunissant un ensemble d'études préparées pour le Comité national du Plan en 1984 par un historien, un sociologue, un juriste et deux responsables de la Caisse nationale d'allocation familiale sous la direction de Pierre Laroque, l'ouvrage publié par La Documentation française, *La Politique familiale en France depuis 1945*, vient à point. Il met en évidence les difficultés d'une « relance » de cette politique, notamment en ce qui concerne le montant des prestations familiales.

En effet, l'affaiblissement de celles-ci n'est pas récent. Il remonte en fait au début des années 60. Le développement des allocations familiales et des divers avantages accordés à la famille (notamment sur le plan fiscal) après la Libération avait bénéficié d'un consensus très large en faveur d'une augmentation de la natalité, d'une valorisation du couple, de l'enfant et de la famille, appuyée par le « parti-chambre », le MRP.

Ces facteurs ont été successivement remis en cause. La dénatalité conjuguée dans les années 60, le niveau de vie croissant, l'aide aux familles a perdu de son importance. Sur le plan politique, le MRP, soutien de la politique familiale, a décliné. Sur le plan économique, le développement du travail salarié des femmes par nécessité et par affirmation de leur autonomie entre en conflit avec le désir de maternité. Tandis que le modèle du mariage s'affaiblissait, apparaissaient des prestations nouvelles, différentes aux situations familiales. Parallèlement, la crise a accentué le développement de prestations sans condition de ressources. Ainsi l'architecture conçue à la Libération s'est trouvée bouleversée.

La baisse de la fécondité revivait aujourd'hui les préoccupations sur la politique familiale, mais celle-ci peut-elle retrouver une cohérence dans une société changée ?

GUY HERZLICH.

★ La *Politique familiale en France depuis 1945*, La Documentation française, 390 pages, 95 F.

## La France traitée comme un pays sous-développé

**Les Français sont considérés comme des analphabètes : pas de vrai débat sur l'aide et les prestations**

Le RPR propose des bouleversements retentissants (1) dans le domaine de la politique familiale, immense affaire qui intéresse au plus haut degré tous les Français. Est-il normal de les passer sous silence ?

Ledit mouvement, qui a les plus grandes chances d'être appelé à gouverner dans quelques semaines, prône d'abord, pour envelopper d'un nouveau climat moral (pas psychologique : morel) la future politique familiale, l'adoption d'une série de mesures. On peut aimer ou ne pas aimer... Encore faudrait-il en débattre. L'une de ces mesures paraît en tout cas surprenante : le bénéfice de l'assurance-maladie d'un assuré social ne sera plus étendu à la personne vivant « maritalement » avec lui. N'est-ce pas le gouvernement de Jacques Chirac qui, en 1975, avait institué cette extension jugée aujourd'hui scandaleuse ?

Mais il serait encore plus nécessaire de débattre sérieusement du projet RPR relatif à l'aménagement des transferts au profit des familles. A cet égard, trois volets, on le sait, doivent traditionnellement être distingués :

- le volet de l'aide proportionnelle aux revenus des familles : c'est le volet fiscal, avec le « quotient familial », dont les avantages ont été légèrement plafonnés par la gauche (2) ;
- le volet des prestations familiales forfaitaires, dont l'octroi est indifférent à la situation de fortune des bénéficiaires : mêmes allocations familiales pour la famille du quart-monde ou pour celle du zébab ;
- le volet des prestations subordonnées à une condition de ressources, réservées donc aux familles modestes ou pauvres.

Que les gouvernements soient de gauche ou de droite, ce dernier volet n'a cessé de gonfler : 13 % de la masse des prestations familiales en 1970, 53 % aujourd'hui. Pour une raison très simple : l'enveloppe globale n'étant pas indéfiniment extensible, il convient de faire un effort prioritaire pour les plus démunis. Identique pour tous, la même allocation est forcément insuffisante pour les plus pauvres, ridicule pour les plus fortunés.

Or que propose le RPR ? Qualifiant de « triple aberration » les prestations subordonnées à une condition de ressources, et tout particulièrement l'allocation de parent isolé - conçue pourtant par le gouvernement de Jacques Chirac - et le complément familial - dû à celui de Raymond Barre, - il entend que ces allocations soient supprimées et incorporées dans une allocation familiale unique et uniforme : le deuxième volet absorberait le troisième. Une vraie révolution. Résultat inévitable : baisse sensible, voire chute verticale du niveau de vie des plus défavorisés (renvoyés à l'aide sociale), remontée corrélative de celui des groupes privilégiés. Résultat encore accentué, au niveau du premier volet, par le déplafonnement du bénéfice tiré du quotient familial par les couples mariés. Vraiment, tout cela ne mérite-t-il pas un grand débat ? Le peuple « le plus intelligent de la terre » (parallèle) serait-il insapte à en saisir les termes ?

En ce qui concerne cette fois le financement des prestations familiales, la même opposition se prononce, à juste raison, pour la fiscalisation. Enorme question puisqu'il s'agit de la bagatelle de 150 milliards, soit environ les trois

quarts de ce que rapporte l'impôt sur le revenu... Encore faudrait-il être parfaitement clair sur les modalités de l'opération : en effet, si, avec presque tous les spécialistes (y compris des papes du « libéralisme » tels que J.-J. Rosa ou R. de Laporterie), on analyse ces cotisations « patronales » comme une retenue à la source en réalité supportée par les salariés, il faut évidemment, avant tout changement des modes de financement, que cette retenue soit, dans la même mesure, réintégrée au salaire ! Sinon, sans cette restitution préalable de la retenue, les salariés invités à payer une deuxième fois comme contribuables des sommes gigantesques seraient volés comme dans un bois... N'est-ce pas le moment où jamais d'ouvrir un vrai débat sur cette fiscalisation, dont le principe, encore une fois, est excellent ?

Inutile de multiplier les exemples : d'immenses questions touchant de la façon la plus directe à la vie concrète de tous les Français, de tous les électeurs, sont totalement occultées, on peut s'en faire, par les médias. Faute de temps à l'Assemblée ou faute de place dans les journaux ? Pas du tout, puisque aussi bien les propriétés politiques y font l'objet de commentaires indéfiniment ressassés, tout comme les prévisions, d'intérêt bien incertain, sur ce que seront les prochains mois. Jusqu'à la nausée !

Ainsi la France est-elle traitée comme un pays sous-développé, les Français comme des analphabètes. On comprend, on partage leur exaspération.

(1) « Une politique pour la famille », janvier 1986.  
(2) Rappelons que ce plafonnement est sans effet pour la très grande majorité des familles.

### Une révolution

Or que propose le RPR ? Qualifiant de « triple aberration » les prestations subordonnées à une condition de ressources, et tout particulièrement l'allocation de parent isolé - conçue pourtant par le gouvernement de Jacques Chirac - et le complément familial - dû à celui de Raymond Barre, - il entend que ces allocations soient supprimées et incorporées dans une allocation familiale unique et uniforme : le deuxième volet absorberait le troisième. Une vraie révolution. Résultat inévitable : baisse sensible, voire chute verticale du niveau de vie des plus défavorisés (renvoyés à l'aide sociale), remontée corrélative de celui des groupes privilégiés. Résultat encore accentué, au niveau du premier volet, par le déplafonnement du bénéfice tiré du quotient familial par les couples mariés. Vraiment, tout cela ne mérite-t-il pas un grand débat ? Le peuple « le plus intelligent de la terre » (parallèle) serait-il insapte à en saisir les termes ?

En ce qui concerne cette fois le financement des prestations familiales, la même opposition se prononce, à juste raison, pour la fiscalisation. Enorme question puisqu'il s'agit de la bagatelle de 150 milliards, soit environ les trois

## COURRIER DES LECTEURS

### Le cas d'Hermann Klenner

Le titre du *Monde* : « Un ancien nazi est élu vice-président de la Commission des droits de l'homme [de l'ONU] » (5 février, p. 40) est sans doute abusif : Hermann Klenner n'est né le 5 janvier 1926. Il avait donc tout juste sept ans le 30 janvier 1933 et dix-huit ans en avril 1944. A l'âge où Klenner adhéra au NSDAP, Helmut Schmidt (né en 1918) était, par exemple, responsable local d'une association de jeunesse hitlérienne (Hitlerjugend) ; devrait-on prétendre que l'officier de la Wehrmacht devenu chancelier fédéral est un « ancien nazi » ? Evidemment non. Du reste, rien dans les lois françaises n'empêcherait que Klenner fut aujourd'hui décoré de la Légion d'honneur : son engagement politique serait considéré comme trop juvénile pour qu'il en fût tenu compte.

JEAN-PHILIPPE MATHIEU (Paris).

### Le relais de la communauté

Auteur d'études sur le logement des immigrés en France et en Grande-Bretagne, je ne peux laisser passer sans réagir l'article de Jacques Bichot : « Racisme et déclin démographique » dans le *Monde* du 7 février.

Le fameux « seuil de tolérance aux étrangers » n'a aucun fondement scientifique, et le fixer « aux alentours de 10 % » est ridicule. Les étrangers représentent 8 % de la population de la France, et une bonne partie des « immigrés de la deuxième génération » ont la nationalité française. Il y a plus de 10 % d'immigrés dans toute la France urbaine.

De nombreuses études, en France et ailleurs, montrent que le regroupement des étrangers par affinités ethniques ou nationales favorise leur insertion dans la société d'accueil au lieu de l'enfermer : la communauté joue un rôle essentiel de relais.

MAURICE BLANC, maître de conférences à l'université de Nancy.

### La leçon des États-Unis

Cohabiter ou ne pas cohabiter, telle - pour un Américain - n'est pas la question. En effet, la cohabitation chez nous a existé dès l'avènement de la République : on a souvent vu un président gouverner avec

une Chambre de députés et un Sénat dont le parti majoritaire était opposé au sien propre. Dans ces conditions, comment s'en va-t-on survivre pendant plus de deux siècles sans « pagaille » (mot de M. Fabius, conviction de M. Barre) ? Au moyen de compromis - qui, en dépit de votre courrier (le *Monde* du 12 février), ne consistent pas forcément des « vices ».

La véritable problématique pour la France, après mars 1986, ne sera pas la présence d'un président de gauche

et d'une Assemblée de droite, mais bien un manque d'aptitude au compromis parmi les législateurs.

L'idée d'un représentant suivant aveuglément la ligne toute tracée de son parti, bon gré, mal gré, à tort ou à raison, m'a toujours semblé parfaitement bizarre dans un pays où nous, les Américains, admirons pour le rayonnement de ses institutions et la clarté de ses pensées.

PETER ANTHONY BLOOM (Paris).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 694572 F  
Télécopieur : (01) 45-55-91-82  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Weiss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Salas.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur MONDPUB 206 136 F

### PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 515 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 65 p. ; Irlande, 220 Ir. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,360 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 326 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Venezuela, 110 bol.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 763 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.


Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037



## Le Cardinal Decourtray

22 entretiens avec André Sève

- «Un autoportrait. Le métier a changé.» Henri Thiry, *Le Monde*
- «Un beau livre, parce qu'il respire la vie, parce qu'il est plein d'espérance, parce qu'il est vrai.» Jeanine Palomban, *Le Dauphiné Libéré*
- «Un livre saisissant qui délivre une "parole" forte.» Michel Huvet, *Le Progrès*

Chez votre libraire **le centurion**

LA MI  
Le gouvernemen  
et  
CHILI  
Affrontements à San  
MALAISE  
Dissolution de l'État











# EUROPE

## Egypte

sous affecter. La radio israélienne a, par ailleurs, rapporté que les États-Unis avaient donné à Israël l'adoption à l'égard de l'Égypte un statut spécial, afin de ne pas contribuer à aggraver les problèmes du président Mubarak. Washington aurait notamment conseillé à Israël de cesser d'insister sur la nécessité d'un renforcement des relations égypto-israéliennes.

À DAMAS, la presse officielle syrienne s'est félicitée de la révolte des policiers égyptiens, selon la radio, a constitué une nouvelle manifestation du refus du peuple égyptien d'accepter Camp David et la paix avec Israël.

## Le régime du régime ?

en place et de celui de la situation internationale. La situation internationale a été décrite comme une situation d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

En juillet 1985, le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le régime de Mubarak a été décrit comme un régime d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

## LE XXVII<sup>e</sup> CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

### Le lyrisme de Fidel Castro, les « regrets » du général Jaruzelski...

De notre correspondant

Moscou. — La deuxième journée du congrès a été consacrée, mercredi 26 février, aux discours des membres du parti frères. M. Fidel Castro, qui a des conquêtes, avait laissé planer un doute sur son intention de se rendre à Moscou. L'enfant prodige des Caraïbes a eu droit peut-être en guise de remerciements à parler le premier. Il a trouvé dans son arsenal lyrique personnel les termes voulus pour décrire la « puissance vague d'optimisme, d'enthousiasme et d'espoir » qui submerge selon lui le vingt-septième congrès du parti communiste soviétique.

M. Fidel Castro a, d'autre part, mis en garde les États-Unis contre toute tentative qui serait dirigée contre l'île socialiste. « Dans les régions du monde où les impérialistes veulent imposer des guerres locales ou des conflits de « faible intensité », nous, les peuples, nous ne le permettrons jamais », a-t-il affirmé. M. Castro a enfin évoqué le « fardeau écrasant » de la dette du tiers-monde, réitérant une thèse qu'il ne cesse de marteler dans tous les forums internationaux depuis quelques années. « L'annulation de cette dette injuste et absurde qu'il est impossible de rembourser, l'arrêt des échanges inégaux, du dumping et du protectionnisme, de la spoliation des ressources naturelles et humaines, telle est l'exigence unanime des peuples qui constituent la majorité écrasante de la population de la terre », a-t-il conclu.

M. Castro a été suivi à la tribune par M. Le Duan (Vietnam), puis par le général Jaruzelski. Ce dernier a décliné que les plurielles dans cette enceinte sacrée, mais il s'est rattrapé au cours d'une conférence de presse de deux heures organisée à son intention dans la soirée par les Soviétiques. Le général Jaruzelski a estimé devant les correspondants occidentaux que les relations entre son pays et les États-Unis étaient « au plus bas » et qu'il n'apercevait pas de possibilité d'une amélioration rapide.

Le dirigeant polonais a « personnellement regretté » qu'il ait ainsi entre Varsovie et Washington. Il a répété qu'il jugeait « inacceptable

bles » les sanctions prises contre la Pologne, et qui, selon lui, ont coûté 15 milliards de dollars à son pays. « De quel droit politique et moral, a-t-il demandé, l'administration américaine dispose-t-elle pour punir la Pologne ? »

A propos d'Israël, M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

#### « Les erreurs de certaines personnes »

M. Jaruzelski n'a pas résisté au plaisir d'évoquer sa récente visite à Paris. « Il n'y a encore qu'un tout petit filet d'échanges » entre les deux pays, a-t-il remarqué. Il a

## Un « retraité » : M. Romanov

De notre correspondant

Moscou. — M. Romanov est présent dans la salle des congrès. L'information fournie spontanément par un correspondant de presse de deux heures organisée à son intention dans la soirée par les Soviétiques. Le général Jaruzelski a estimé devant les correspondants occidentaux que les relations entre son pays et les États-Unis étaient « au plus bas » et qu'il n'apercevait pas de possibilité d'une amélioration rapide.

Le dirigeant polonais a « personnellement regretté » qu'il ait ainsi entre Varsovie et Washington. Il a répété qu'il jugeait « inacceptable

bles » les sanctions prises contre la Pologne, et qui, selon lui, ont coûté 15 milliards de dollars à son pays. « De quel droit politique et moral, a-t-il demandé, l'administration américaine dispose-t-elle pour punir la Pologne ? »

A propos d'Israël, M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

#### « Les erreurs de certaines personnes »

M. Jaruzelski n'a pas résisté au plaisir d'évoquer sa récente visite à Paris. « Il n'y a encore qu'un tout petit filet d'échanges » entre les deux pays, a-t-il remarqué. Il a

A propos d'Israël, M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

exprimé le souhait que des « contacts plus larges » soient restaurés « pour le bien de la Pologne et de la France ».

Les intervenants soviétiques ont été principalement en cours de journée MM. Vorotnikov, Chitchevsky et Eltsine. M. Vorotnikov, président du conseil des ministres de la Fédération de Russie, de loin la plus grande de toutes les Républiques soviétiques, a cru pouvoir affirmer que l'accroissement de la production industrielle avait été d'environ 7 % en janvier-février 1986, par rapport à la période correspondante de l'an dernier. L'hiver dernier avait été très rude alors que celui-ci se terminera bientôt à été plus « normal ». Presque tout le pays avait été paralysé par le froid, la rupture des lignes de communications, l'absence de carburant, etc., au cours des premiers mois de l'année 1985. Cette croissance de 7 % sur deux mois de référence est un « trac » que ne refuserait pas un homme politique occidental à la veille d'une élection.

#### « Les erreurs de certaines personnes »

M. Jaruzelski n'a pas résisté au plaisir d'évoquer sa récente visite à Paris. « Il n'y a encore qu'un tout petit filet d'échanges » entre les deux pays, a-t-il remarqué. Il a

A propos d'Israël, M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

M. Jaruzelski a qualifié de « spéculations » les rumeurs sur un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Cela se borne actuellement à l'octroi de visas à des citoyens israéliens qui veulent visiter en Pologne les tombes des juifs assassinés par les nazis », a-t-il ajouté.

En Russie, où l'on célèbre le souvenir du gouverneur qui voulait toujours montrer des succès à son impératrice, Catherine II, on appelle plutôt cela « construire un village Potemkine ».

Cette attitude est d'autant plus désolante que M. Vorotnikov est un homme capable et travailleur et qu'il s'efforce de remettre de l'ordre dans la machine économique de la Fédération de Russie.

L'intervention de M. Boris Eltsine, membre suppléant du bureau politique et premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou, mérite spécialement d'être soulignée. M. Eltsine a violemment critiqué la gestion de son prédécesseur, M. Gribine. Il a, selon Tass, « analysé les causes du grand retard de l'industrie et de la construction immobilière à Moscou ». L'économie de la ville, a-t-il dit, présente des éléments de stagnation. Des problèmes se sont accumulés dans le développement de l'infrastructure urbaine et il y a des retards dans le domaine social.

Le nouveau « patron » de la ville de Moscou estime qu'une des « causes principales » de cette situation est le fait que « les organes du parti se sont enlisés dans les affaires économiques au point d'abandonner parfois la direction politique ». Selon M. Eltsine, les « échecs » sont dus au « faible contrôle du travail des cadres » par le parti. La conclusion s'impose : « Il est tout à fait logique de rattraper le ralentissement du développement économique du pays pendant ces derniers quinze ans à la direction du parti et de l'État. Les erreurs de certaines personnes coûtent trop cher au pays, au prestige du parti et du socialisme dans le monde », a affirmé M. Eltsine.

Le vingt-septième Congrès poursuit ses travaux ce jeudi et se devrait pas les interrompre avant le 6 mars. La prochaine étape, la plus attendue, est le grand « discours économique » que devrait prononcer le président du conseil des ministres, M. Riklov. Il n'est pas exclu enfin que M. Gorbatchev reprenne la parole dans les dernières heures du congrès pour donner sa propre appréciation. Mais, comme toujours en système soviétique, on risque de n'assister au fil des jours qu'à des répétitions plus ou moins heureuses des arguments développés mardi par le secrétaire général dans son rapport d'activité.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

Le congrès du parti soviétique a été décrit comme un congrès d'urgence, les États-Unis ont été accusés d'être responsables de la situation internationale.

## Grèce

### Journée de grève contre la politique d'austérité











# politique

## Propos et débats

### M. Mauroy : boiteuse

M. Pierre Mauroy, qui était, le mercredi 26 février, l'invité de « Face au public » sur France-Inter, a ironisé sur ceux qui, à droite, « se précipitent pour être candidat à Matignon ». Selon l'ancien premier ministre, s'il devait y avoir un gouvernement « qui n'est pas dans la logique des orientations du président », nous serions condamnés « à une V<sup>e</sup> République un peu boiteuse ». « Il faut rester dans la logique de la V<sup>e</sup>, et donc donner une majorité au président », a-t-il conclu.

### M. Chevènement : verglas

Pour M. Jean-Pierre Chevènement, qui était, le mercredi 26 février à Villeurbanne « avec la droite », c'est le verglas. « Dans la neige et les frimas, Chirac est parti pour une course frénétique à Matignon ; mais Giscard émerge du brouillard et Léotard chausse ses patins ; quant à Raymond Barre, on peut compter sur lui pour leur faire faire à tous de belles glissades », a lancé le ministre de l'éducation nationale.

### M. Defferre : échec

« Pourquoi M. Chirac ferait-il mieux en 1986 qu'il y a dix ans ? » demande M. Defferre dans un article qu'il publie jeudi 27 février le Provençal, commentant la prestation du président du RPR sur Antenne 2, le maire de Marseille écrit : « M. Chirac a annoncé que s'il devenait premier ministre, il réglerait très vite tous les grands problèmes ; or il a été premier ministre du 1<sup>er</sup> juin 1974 au 31 août 1976 et il a échoué dans tous les domaines. Pour savoir ce que valent ses promesses de 1986, il faut les comparer à ses actes de 1974 à 1976. »

### M. Barre : gaspillage

M. Raymond Barre a estimé, le mercredi 26 février au Havre, que l'amélioration de la conjoncture internationale donne à la France « une nouvelle marge de manœuvre » qu'il ne faut pas « gaspiller ». Selon lui, les nouvelles possibilités offertes à la France doivent être utilisées avant tout pour améliorer la démographie française, augmenter les investissements et la compétitivité des entreprises, rembourser les dettes de la France et celles des agriculteurs.

### M. Méhaignerie : attendre

« Il y a des candidats au poste de premier ministre. Je n'en suis pas », a déclaré, le mercredi 26 février à Obernai (Bas-Rhin), M. Pierre Méhaignerie, président du CDS. Il a souligné « qu'il ne manquera aucune voix du CDS après le 16 mars pour voter ce qui est inscrit dans la plate-forme RPR-UDF ». Quant à la participation de son parti au gouvernement, il a précisé : « Avant de prendre toute décision, il faut attendre les résultats du 16 mars, connaître le nom du premier ministre et voir si nous avons les conditions de la réussite. »

### M. Léotard : le RPR

M. François Léotard, secrétaire général du RPR, qui participait mercredi soir à Pont-du-Château (près de Clermont-Ferrand) au démarrage de la campagne électorale de M. Giscard d'Estaing, a expliqué devant quelque 2 500 personnes que le premier ministre de l'après-mars 1986 devra être « issu de la formation majoritaire à l'intérieur de notre alliance avec le RPR ». Cette règle est en même temps un double message, de loyauté envers l'opposition d'aujourd'hui, d'avertissement envers le président de la République : « Son pouvoir de nomination est purement juridique et formel. Il est vidé de tout contenu politique. »

**TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS** avec ou sans armoire-tiroir 1 ou 2 places, nombreuses combinaisons possibles. Style ou Contemporain : Chêne, Acajou, Merisier ou Laqué.

**CAPÉLOU**  
57, Av. de la République 75001 PARIS  
Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARENTHESES

## M. Jacques Chirac définit ses quatre conditions pour gouverner

M. Jacques Chirac était, le mercredi 26 février, le dernier invité de l'émission de Henri de Vireux, « L'heure de vérité », sur Antenne 2, avant le scrutin législatif. La prestation du président du RPR a fait passer la proportion des personnes convaincues par ses arguments de 51 % en début d'émission à 53 % à la fin, selon le sondage de la SOFRES.

Interrogé sur la désignation du premier ministre après le scrutin du 16 mars, M. Chirac a posé quatre conditions :

« La première condition est une majorité, naturellement, indiscutable. Il faut, ensuite, que le premier ministre qui sera sollicité s'assure, de façon indiscutable, de la confiance de cette majorité, pour lui et pour son gouvernement. C'est indispensable... C'est un problème de confiance à partir du moment où le président de la République n'est plus le chef de la majorité, il est indispensable que le premier ministre s'assure qu'il a bien la confiance de cette majorité. »

« La troisième condition est que ce premier ministre s'engage, lui et son gouvernement, de façon irrévocable à appliquer sans aucun compromis et sans aucune concession possible ce pour quoi la nouvelle majorité a été élue, c'est-à-dire son programme. »

« Cela implique une quatrième condition, c'est que le président de la République qui sollicite ce premier ministre s'engage également, sans aucune ambiguïté, à laisser, conformément à l'article 20 de notre Constitution, le gouvernement appliquer la politique pour laquelle il a été élu. »

Sous ces quatre conditions, effectivement, un premier ministre sollicité devrait ou pourrait accepter le poste de premier ministre. »

Il précise que le programme est « la plate-forme commune de l'opposition, sur laquelle il n'est pas question de faire de concessions et de compromis ». Il ajoute qu'il attend que le président de la République « respecte la République, et donc sa loi fondamentale, la Constitution, et qu'il respecte la démocratie, c'est-à-dire le verdict populaire. »

Après avoir souligné que « la Constitution est parlementaire » et qu'elle « a suffisamment de souplesse pour s'adapter aux différentes situations », il a précisé : « Ce n'est jamais dans les délices de Capoue que l'on réalise les grands desseins ni les grands succès, et la France a besoin, aujourd'hui, d'un redressement, d'un redressement économique et aussi d'un redressement de ses valeurs morales, celles sur lesquelles sa civilisation, sa tradition, son histoire, son humanisme, sont appuyés... C'est ce qui est en cause aujourd'hui... Il faut sortir d'une situation un peu « soixante-

huitarde » attardée dans laquelle se complaisent ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, et faire un effort pour redevenir droit. »

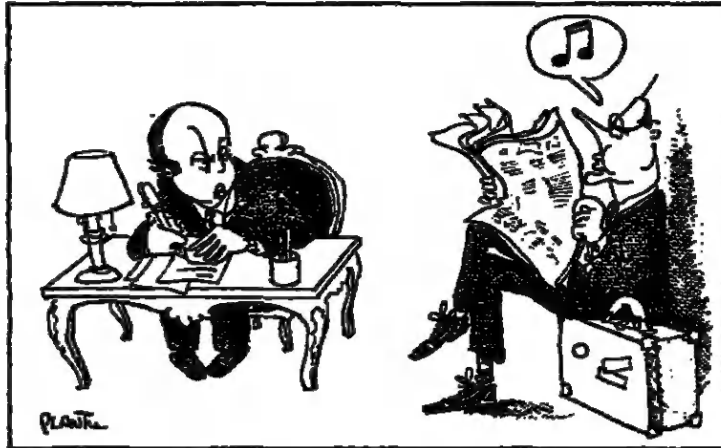
A propos de l'extrême droite, M. Chirac a déclaré : « Le gaullisme n'a jamais été du même côté que l'extrême droite dans l'histoire de notre pays. La conception de l'homme qui est la nôtre, du respect qu'on lui doit, la conception des

M. Chirac a affirmé : « Il n'y a aucun contact par personne interposée entre l'entourage du président de la République et le mien », mais a ajouté : « Comprenez bien que si c'était le cas je ne vous le dirai pas. » Une journaliste ayant estimé que M. Mitterrand « mettait en place des réseaux », M. Chirac lui répond : « Je ne fais pas de faux

procès ou de mauvais procès à M. Mitterrand... Je ne crois pas, en vérité, qu'il crée des réseaux. Je crois tout simplement que, sous la pression des circonstances, il place des amis (...). Je suis en tant que fonctionnaire, et respectueux d'une fonction publique que le monde entier nous envie pour sa qualité, outré et scandalisé de la façon dont elle est, aujourd'hui, traitée et politisée. Les nominations qui sont faites une fois de temps en temps, passe encore... Mais le caractère systématique des nominations qui sont exercées actuellement par le chef de l'Etat, par le premier ministre, par le gouvernement, touche réellement au scandaleux. »

Interrogé sur les portefeuilles ministériels qu'il aurait promis, le président du RPR fait remarquer : « Quand j'étais petit, ma grand-mère disait : à cette question, point de réponse. »

M. Chirac a enfin demandé « que l'on cesse des débats dont le seul effet est de discuter nos institutions, donc de les déstabiliser, de les décrédibiliser dans l'esprit de l'opinion, ce qui est toujours mauvais dans les périodes de crise. »



libertés sont différentes de celle qu'expriment les courants d'extrême droite, qu'il s'agisse de la nouvelle philosophie, qu'il s'agisse du Front national, qu'il s'agisse des autres mouvements d'extrême droite, et, par conséquent, nous n'adhérons pas à ces mouvements, donc nous ne faisons pas d'union politique. Nous ne sommes pas comme les socialistes, pour qui la fin justifie toujours les moyens, c'est la grande différence entre la morale telle que nous la concevons et celle des socialistes. »

### Scandaleux !

Evocant la situation économique, le maire de Paris a demandé : « Comment le gouvernement peut-il avoir l'impudence d'affirmer que la situation s'améliore alors qu'il reconstruit lui-même que le chômage s'aggrave, et beaucoup plus qu'il ne le dit d'ailleurs ? »

Plus fin que moi, tu meurs  
**UNIBALL-MICRO**  
Feutre à bille 0,2 mm  
existe en encre fluorescente

## La cohabitation sans douleur

Depuis son face-à-face télévisé avec M. Laurent Fabius, le 27 octobre 1985, M. Chirac n'avait pas participé à une grande émission télévisée. Lors de l'émission « L'Heure de vérité », le président du RPR s'est sans doute souvenu que le calme dont il avait fait preuve trois mois auparavant lui avait donné l'avantage sur le premier ministre. A moins que la campagne électorale qu'il conduirait, au rythme d'une visite de département par jour en moyenne, ne l'ait rendu, ainsi qu'il l'a dit, « serein, confiant et de bonne humeur. »

Légitimement interrogé par les journalistes sur les conditions politiques d'une cohabitation éventuelle, le président du RPR a posé de façon solennelle et publique, quatre conditions dont la principale doit être remplie par le chef de l'Etat lui-même. Toutefois M. Chirac n'a pas précisé de quelle façon, selon lui, le président de la République devrait « s'engager sans ambiguïté à laisser le gouvernement appliquer sa politique », c'est-à-dire le programme de l'actuelle opposition.

Le chef du RPR précise avec netteté que, si son groupe est le plus fort dans la future majorité, il pourra lui-même contrôler en fait la nomination du chef du gouvernement et sa survie. M. Léotard, secrétaire général du Parti républicain, le même jour, s'était d'ailleurs aligné sur ce point de vue. Le retour à l'article 20 de la Constitution (« le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation »), et à un système qui fait du gouvernement l'émanation de l'Assemblée cernent le problème, mais ne donnent pas la solution du rapport des pouvoirs entre eux. M. Chirac assure cependant qu'il n'y aura, dans cette hypothèse, « ni pagaille ni paralysie ». Pourtant, alors que M. Giscard d'Estaing avait rappelé qu'en 1978, il avait été seul maître de la décision d'intervenir à Kolwezi, M. Chirac ne craint pas aujourd'hui d'affirmer que, pour intervenir au Tchad, c'est le pre-

mier ministre qui « décide, naturellement. »

Contrairement à ce que M. Barre disait le même jour, il ne serait pas nécessaire, selon M. Chirac, « de changer de président pour changer de politique ». 56 % des télespectateurs interrogés par la SOFRES, à la fin de l'émission, se sont dits convaincus par cette démonstration. Bien que M. Chirac ait refusé de répondre en ce qui concerne son attitude personnelle – il réservera cette réponse à M. Mitterrand, si une offre lui est faite – tout son propos a montré qu'il se tenait prêt à assumer les responsabilités gouvernementales, si les conditions posées par lui étaient remplies. Or, les quatre journalistes présents se sont tous comportés comme s'ils avaient devant eux, non seulement un « premier ministre », mais bel et bien le premier ministre.

Toutefois, le président du RPR n'a pas ménagé ses critiques envers le chef de l'Etat, se disant « outré » par la politisation de la fonction publique, et « scandalisé » par la façon dont la 3<sup>e</sup> chaîne de télévision a été « donnée en cachette aux obligés et aux clients » de M. Mitterrand, concession qu'il promet de « remettre en cause. »

S'il a été ferme dans son rejet du socialisme, comme dans celui de l'extrême droite, M. Chirac a su aussi se montrer détendu et souriant et user d'amusantes esquives – « ma grand-mère disait : à cette question, point de réponse » – pour éluder sans peine les interrogations trop directes. Au terme de l'émission à laquelle assistaient notamment M. Jean de Gaulle, le sportif Guy Druet, le sculpteur César, le chanteur Henri Salvador, le D<sup>r</sup> Couve, maire de Saint-Tropez, le coureur automobile René Arnoux et le comédien Georges Descrières, 53 % des télespectateurs interrogés par la SOFRES, soit deux de plus qu'au début, le trouvaient « convaincant ». Mais le président du RPR n'a convaincu ni sur la lutte contre le chômage, ni sur la plate-forme de l'opposition.

ANDRÉ PASSERON.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### JEUDI 27 FÉVRIER

— M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, est reçu sur RTL, à 18 heures.

— M. Michel Noir, député RPR du Rhône, et M. Jean-Claude Gaysot, membre du secrétariat du comité central du PCF, débattent sur les nationalisations, à 18 h 30, sur RTL.

— M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et M. Jean-Claude Gaudin, député UDF des Bouches-du-Rhône et président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, participent à un débat sur la sécurité, à 18 h 50 sur RMC.

— M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, député RPR de Moselle, est invité à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

— M. Christian Pierret, député PS des Vosges, et M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, sont reçus pour un débat régional, comme tous de liste dans le départe-

ment des Vosges, sur Europe 1, à 19 h 15.

### VENDREDI 28 FÉVRIER

— M. Dominique Baudis, maire UDF de Toulouse, est reçu au journal de 18 heures sur RTL.

— M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, député UDF du Var, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, débattent sur la sécurité, à 18 h 30, sur RTL.

— M. Laurent Fabius, premier ministre, est « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

— M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, député UDF du Var, est invité à l'émission « Contacts », sur Sud-Radio, à 19 h 15.

— M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, député de Paris, est reçu à l'émission « Si on parlait sport », sur Canal Plus, en clair, à 20 h 15.

## LA FRANCE UNIE VAINCRA LE CHOMAGE

LISTE MARCEL DASSAULT



DU PRÉSIDENT  
Construction

FRANÇAIS ET

MICHEL H  
LAUTRE CO



## LA CAMPAGNE

### Conditions pour gouverner

Thème : « Il n'y a personne qui ne soit prêt à mourir pour la France », mais les gens ne veulent pas mourir. M. Chirac lui-même a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».



### habitation sans douleur

Le face-à-face télévisé de 1985 M. Chirac et M. Mitterrand, le 11 février, a été une vraie révolution. Lors de ce face-à-face, M. Chirac a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».

Le face-à-face télévisé de 1985 M. Chirac et M. Mitterrand, le 11 février, a été une vraie révolution. Lors de ce face-à-face, M. Chirac a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».

Le face-à-face télévisé de 1985 M. Chirac et M. Mitterrand, le 11 février, a été une vraie révolution. Lors de ce face-à-face, M. Chirac a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».

Le face-à-face télévisé de 1985 M. Chirac et M. Mitterrand, le 11 février, a été une vraie révolution. Lors de ce face-à-face, M. Chirac a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».

### TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 27 FÉVRIER

Le face-à-face télévisé de 1985 M. Chirac et M. Mitterrand, le 11 février, a été une vraie révolution. Lors de ce face-à-face, M. Chirac a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».

Le face-à-face télévisé de 1985 M. Chirac et M. Mitterrand, le 11 février, a été une vraie révolution. Lors de ce face-à-face, M. Chirac a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».

Le face-à-face télévisé de 1985 M. Chirac et M. Mitterrand, le 11 février, a été une vraie révolution. Lors de ce face-à-face, M. Chirac a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».

Le face-à-face télévisé de 1985 M. Chirac et M. Mitterrand, le 11 février, a été une vraie révolution. Lors de ce face-à-face, M. Chirac a dit : « Je ne suis pas prêt à mourir pour la France ».

## DU PRÉSIDENT DU RPR

### Construction de l'Europe et défense commune

(Suite de la première page.)

Quelque confiance que l'on puisse avoir dans les solutions adoptées à cet égard, et quelque vigilance que l'on porte à les améliorer, la plus élémentaire prudence nous commande de préparer une composante nouvelle basée sur le sol national. Seule la mobilité peut lui assurer la capacité de survie requise. C'est pourquoi la décision récente, annoncée par le ministre de la Défense, de suspendre le développement du programme SX ne saurait être confirmée par un gouvernement soucieux d'assurer ses responsabilités. Un tel gouvernement se devra aussi de suivre avec attention aussi bien l'évolution qualitative que quantitative des défenses adverses, et le déroulement des négociations internationales relatives à l'équilibre des armements afin de prendre en temps utile les décisions techniques susceptibles de garantir l'efficacité dissuasive de nos armes, notamment leur capacité de pénétration et l'indépendance politique de nos décisions.

Mais la dissuasion stratégique nucléaire, dans le monde d'aujourd'hui, n'est pas tout. Ainsi, à maintes reprises, la France a dû assurer sa présence par des unités conventionnelles, là où se développaient des tensions, voire même des conflits menaçant ses intérêts ou ses amitiés traditionnelles. Il importe que cette présence, lorsqu'elle est jugée nécessaire, soit efficace et respecte l'honneur de nos armes. La qualité des personnels n'y suffit pas si les mesures appropriées d'armement, de protection, et de logistique n'étaient pas convenablement programmées. Les interventions auxquelles nous avons assisté ces dernières années ne nous ont pas laissés sans inquiétude à ce sujet.

Enfin notre pays ne peut rester indifférent aux menaces, tensions et conflits qui pourraient concerner l'Europe, cette Europe dont nous faisons partie géographique, culturellement, économiquement, et, dans la limite des traités que nous avons conclus, politiquement. La défense de l'Europe est assurée dans le cadre de l'alliance atlantique à laquelle nous avons adhéré. La position d'indépendance qui est la nôtre ne nous permet pas d'intégrer nos moyens à l'avance dans un dispositif sur lequel nous ne pourrions exercer le moment venu, notre décision souveraine. Mais elle ne nous dispense pas, bien au contraire, de nous sentir concernés par la défense de nos voisins. Ce qui se passe au-delà de

nos frontières concerne non seulement nos amis et ce que nous avons en commun avec eux, mais pourrait modifier fondamentalement les conditions mêmes de sécurité de notre territoire national. Le gouvernement français ne saurait rester indifférent à une telle modification si elle venait à se produire.

Ceci implique d'abord que nos forces armées disposent de moyens suffisants, qu'elles soient dotées d'un armement puissant fournissant au gouvernement, sur le théâtre Centre-Europe, en cas de tension ou d'affaiblissement, un instrument disponible pour assurer la présence de la France et la défense de ses intérêts essentiels. Il n'y a pas de sécurité pour la France sans sécurité pour ses voisins.

On sait bien que seule la puissance de l'armement peut compenser, en face des menaces qui pèsent sur l'Europe, l'infériorité des effectifs et des dotations en armements classiques. L'armement nucléaire tactique assure cette puissance de feu et permet de constituer un premier échelon de dissuasion nucléaire. Celui-ci devrait désormais comporter des armes nucléaires à rayonnement renforcé puisque la France en a aujourd'hui la maîtrise grâce à l'aboutissement des études entreprises il y a une dizaine d'années. Ces armes peuvent être employées sur le théâtre d'opérations, pour détruire des unités militaires adverses et non pas pour opérer des destructions dans une zone plus ou moins éloignée des combats ; leur emploi se trouve donc nettement découpé de celui de l'armement stratégique.

L'évolution politique de l'Europe conduit en outre à inscrire nos réflexions dans la perspective d'une solidarité accrue en matière de défense. Que nous soyons nous-mêmes conscients du fait que le sanctuaire national pourrait être sérieusement menacé par le succès des agressions subies par nos partenaires européens ne peut nous conduire à annoncer au préalable et publiquement le recours automatique aux moyens nucléaires stratégiques. L'utilisation dans une phase ultérieure, au bénéfice de l'Europe d'un autre type de dissuasion, c'est-à-dire la menace d'utilisation sur le champ de bataille de l'arme à rayonnement renforcé, est en revanche concevable. C'est dans ce sens que nous devrions nous efforcer d'évoluer en en discutant avec nos voisins et en recherchant les voies d'une

conception et d'une action qui deviendraient progressivement communes.

Le 22 janvier 1963, le général de Gaulle et Konrad Adenauer signaient un traité par lequel la France et l'Allemagne prévoyaient « sur le plan de la stratégie et de la tactique de s'attacher à rapprocher leurs doctrines en vue d'aboutir à des conceptions communes, de multiplier les échanges de personnel entre les deux armées, d'organiser un travail en commun des stades d'élaboration des projets d'armement et la préparation du financement ». Cette vision des deux hommes d'Etat devait sans doute attendre que naisse une meilleure perception de la solidarité politique européenne à laquelle le président Pompidou s'est attaché en suscitant les premiers sommets européens institutionnalisés en 1974 sous l'impulsion de M. Giscard d'Estaing et dont on peut déplorer, hélas, qu'ils sombrent aujourd'hui dans le règlement des contentieux.

#### Pas d'hostilité à l'IDS

C'est vers la construction politique de l'Europe, notamment par la défense, et non pas seulement vers la construction de l'Europe économique, que devraient tendre nos efforts, à l'inverse de ce qu'a fait le gouvernement socialiste, qui s'est notamment illustré en laissant disparaître le projet de char franco-allemand, en se retrouvant pitoyablement seul à l'écart du projet d'aviation européenne, et en laissant se dégrader l'équipement, les moyens de fonctionnement et le moral des unités. Nous devons au contraire consacrer nos meilleurs efforts, avec la plus grande volonté, à faire progresser toutes les initiatives communes qui peuvent permettre à l'Europe qui est en train de se construire économiquement de prendre en main son propre destin. Notre défense sera d'autant mieux assurée que le sera aussi celle de l'Europe ; nos unités, sachant mieux ce que leur demande la nation, sauront mieux s'y préparer.

Cette quête, en commun avec nos partenaires d'une personnalité de défense européenne, ne pourrait que renforcer l'efficacité et la cohésion de l'alliance sans en modifier les objectifs. Nos alliés ne sauraient s'y méprendre. Et c'est pourquoi la position à prendre vis-à-vis de l'initiative de défense du président des Etats-Unis présente aussi de l'importance. Qu'il y ait eu des malentendus de la part des Américains n'est pas douteux, qu'il s'agisse de la présentation initiale de leur programme, ou plus encore des conditions quelque peu comminatoires dans lesquelles les pays européens ont été priés d'y participer. Il fallait naturellement les relever. Mais c'est notre position sur le fond qui compte maintenant. Sur le plan technique, la sagesse consiste sans doute, au milieu des informations contradictoires, à éviter la naïveté du « tout est possible à la science » et le scepticisme du « ils n'y arriveront jamais ». Admettons pour l'instant, sous bénéfice d'inventaire, que certains éléments de défense terminale pourraient sans doute être déployés dans les dernières années du siècle ; et que des moyens de destruction des missiles en phase poussée ne pourraient vraisemblablement intervenir avant un quart de siècle.

#### Un volet spatial européen

Il résulte de ce simple calendrier que l'aboutissement de l'IDS comme moyen technique de remplacer « l'équilibre de la terreur » par « l'équilibre de la défense » est lointain. La dissuasion nucléaire restera, longtemps encore, la base même de la défense. Dans les années qui viennent, ce sont surtout les conséquences politiques de l'IDS qui doivent être suivies de près.

Les négociations entreprises entre les Deux Grands ne manquent pas d'intégrer, en effet, les possibilités ouvertes par les progrès technologiques dans les processus d'équilibre, d'intimidation ou de réduction des armements.

Devant cette évolution, sans nous départir de notre vigilance, il n'est nullement utile de manifester une hostilité stérile à l'égard de l'IDS, ni d'empêcher nos

industriels de bénéficier, s'ils l'estiment opportun, des recettes et des progrès qu'ils pourraient accomplir en valorisant leur savoir-faire dans le cadre de ce programme qui intéresse un de nos alliés. Il est, en revanche, très important que les pays européens maintiennent et si possible renforcent leur cohésion quant aux conséquences qu'ils devraient en tirer ensemble sur le plan de la défense européenne. C'est l'occasion de construire un volet spatial de la défense européenne, lequel pourrait comprendre immédiatement le déclenchement d'un programme de satellites d'observation militaire. Celui-ci est indispensable de toute façon, ne serait-ce que pour permettre à l'Europe de connaître directement la nature et l'ampleur mêmes des menaces qui pèsent sur elle, et on ne comprend pas pourquoi le programme SAMRO, qui devait compléter SPOT, n'a pas été poursuivi après 1981. Ce programme européen pourrait comprendre aussi le suivi en commun des efforts américains. Ensemble, les pays européens définiraient ainsi en temps utile ce qui leur paraîtrait mériter des actions de développement.

Avant évoqué les conceptions qui doivent guider la politique de défense, j'évoquerai pour terminer les moyens qui y sont affectés. La part de son revenu que la nation consacre à sa défense n'a cessé de se dégrader depuis 1981. Il est nécessaire que le nouveau gouvernement redresse cette évolution. A cet effort viendra s'ajouter celui qui devra être fait pour améliorer l'emploi des crédits : des progrès sont accessibles dans le choix et la conduite des programmes d'armement ; les effectifs pourraient sans doute être mieux affectés et le temps des appels mieux utilisé. En redéfinissant sa politique de défense, en lui donnant plus de moyens, en veillant à l'efficacité de leur emploi, le gouvernement et la nation montreront ainsi à nos armées l'importance attachée à leur mission alors pourra être pleinement reconnue et employée la valeur des hommes, de ces hommes qu'anime un noble idéal et qui, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, se montrent dignes des vertus dont l'histoire de nos armées offre tant de témoignages.

JACQUES CHIRAC.

#### SELON BVA

##### LA GAUCHE RECULE

Le dernier sondage de BVA sur les intentions de vote des Français aux élections législatives qui accorde 56 % des suffrages à la droite et 41,5 % à la gauche enregistre un recul sensible de cette dernière (-2,5 points). D'après cette enquête, effectuée du 10 au 15 février auprès d'un échantillon représentatif de 926 personnes et publiée dans *Paris-Match*, le PC est crédité de 11 % des intentions de vote, le PS de 27 %, les divers gauches de 1,5 % et l'extrême gauche de 2 %. Par rapport au précédent sondage de BVA réalisé au début de ce mois, le PC reste stable et les divers gauches progressent d'un demi-point tandis que l'extrême gauche perd un point et le PS deux. A droite, le RPR et l'UDF recueillent comme précédemment 46,5 % des suffrages, les divers droites (2,5 %) gagnent un demi-point et le Front national (7 %) un point et demi. Les écologistes crédités au début du mois de 2 % des intentions de vote recueillent 2,50 % des suffrages.

#### France Ménager :

le magasin agréé pour l'électroménager.

Les prix compétitifs, les services, les conseils, la garantie et tous les avantages réservés aux adhérents France Ménager, 23, rue des Lombards, Paris 6<sup>e</sup>. Téléphone : 48.87.73.37. Ouvert du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

# LOUIS GARDEL



Louis Gardel  
**Notre homme**  
roman / Seuil

Louis Gardel confirme la générosité et les dons qu'annonçait "Fort Saganne".  
BERTRAND POIROT-DELPECH / LE MONDE

Un roman plein de traits juteux, de notations rapides, de mots crus et sourdement violents.  
FRANÇOIS NOURISSIER / LE FIGARO MAGAZINE

Je ne pense pas exagérer beaucoup en parlant d'une nouvelle approche de la sexualité.  
GEORGES CONCHON / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Ici, il faut franchement admirer Louis Gardel, qui a réussi une peinture du milieu hospitalier d'un réalisme psychologique et "carriériste" tout à fait impressionnant.  
PIERRETTE ROSSET / ELLE

Quelle santé, monsieur Gardel ! Vrai, drôle et poignant.  
FRANÇOISE XENAKIS / LE MATIN

Louis Gardel a conservé au cœur un soleil énorme. C'est ce qui lui donne cette force, cette virilité.  
HENRY BONNIER / LE MÉRIDIONAL

Une magnifique tornade.  
DANIELE BRISON / DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE

**SEUIL**

**FRANÇAIS ET IMMIGRÉS**

**MICHEL HANNOUN**  
L'AUTRE COHABITATION

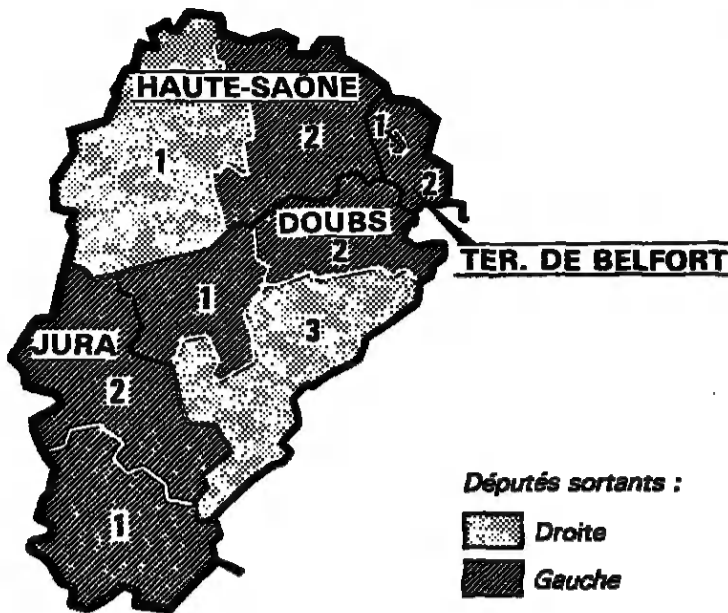
Préface de Jacques Joffé

**L'HARMATTAN**



# FRANCHE-COMTÉ

## La droite lorgne déjà les grandes mairies



Autant qu'un ensemble géographique modeste (16 200 kilomètres carrés) et varié, la région Franche-Comté est depuis longtemps, et sans doute l'est-elle pas fin, synonyme d'un nom déjà presque historique : celui d'Edgar Faure.

Pour conserver un poste de président de conseil régional que risquait de convoiter, avec quelques raisons, le RPR, l'habile ancien président du conseil a laissé se sceller, quand il ne les a pas encouragés, nombre d'accords favorables à la formation de Jacques Chirac.

Pourtant accoutumés aux pratiques de ce radical très pragmatique, ses proches amis politiques de l'UDF ne font pas tous avec la même

sérénité le constat de cet état de fait, même lorsqu'ils concèdent que la montée en puissance du RPR dans la région est difficilement contestable. Le Jura demeure toutefois un département de prédilection pour l'UDF.

Diversément exploités ou commentés par les formations politiques, la mise en place des quotas laitiers a, en tout cas, éloigné de la gauche une frange du monde paysan qui lui avait son moment accordé ses faveurs électorales. Un secours de moins pour le Parti socialiste en particulier, qui compte en Franche-Comté un « régional » de stature nationale : Jean-Pierre Chevènement.

Pour l'heure, c'est surtout le sort incertain d'Henriette Bouchard, ministre de l'Environnement, de la Région, de la Jeunesse, de la liste législative socialiste du Doubs, qui retient l'attention.

Si toute élection est un jalou pour les suivantes, cette généralité a, en Franche-Comté, pour la droite, des traductions très précises. Les maires de Besançon, de Montbéliard dans le Doubs et celle de Belfort, détenues pour le moment par le PS, seront « gagnées » par l'actuelle opposition avec une ardeur renouvelée si elle obtient en Franche-Comté les résultats qu'elle escompte.

### Cris et chuchotements dans le Doubs

De notre correspondant

Besançon. — A droite surtout, mais aussi chez les socialistes, chacun aura eu dans le Doubs sa part de cris et de chuchotements, de grosses colères et de déclarations fustigées au cours du difficile entassement des listes. Mais par bonheur plusieurs brebis égarées ont opportunément pris le parti de rejoindre le bercail.

Ainsi, M. Michel Helvas, conseiller général UDF de Besançon, l'un de ceux qui clamaient le plus fort son indignation devant le choix actuel auquel ses pairs étaient conduits, a finalement accepté une place non élugible sur la liste régionale de M. Edgar Faure.

Il est vrai que ses toutes nouvelles fonctions d'avocat de la région et de la Fédération radicale du Doubs risquent de l'occuper trop pour lui laisser le loisir de conduire une liste dissidente.

De son côté, M. Christian Nachin, conseiller général RPR déboulonné de son poste de secrétaire de la fédération départementale du mouvement gaulliste, a renoncé à envoyer le Rassemblement pour la Franche-Comté, dont il est le fondateur, soumettre ses états d'âme au verdict des urnes.

### Deux socialismes

M. Jacques Thiebaud, autre secrétaire départemental en disgrâce, n'est sorti de l'ombre où l'a envoyé méditer M. Le Pen que pour participer, en sa qualité d'huissier, à la querelle juridique-politique, procédurière par-dessus tout, qui oppose M. Edgar Faure, président de la Fédération radicale du Doubs, à un autre « valoisien », M. Jean-Richard Sulzer. Là, les cris ont emporté sur les chuchotements et l'artillerie lourde sur les fleurs moussues. D'agacements dus à la très — trop ? — habile longévité politique du président Edgar Faure en insatisfaction pré-électorale, M. Sulzer a tenté de s'emparer de la hussarde de la Fédération du Doubs du Parti radical. Après l'échec apparent de la manœuvre, il a porté l'affaire devant les tribunaux. Rajouté et stimulé par l'effort, Edgar Faure ne consent à laisser l'affaire à un jury d'honneur qui aura bien du mal à se faire une religion qu'après le 16 mars.

Pour autant, tous les insatisfaits ne se sont pas si aisément résignés. Présentés à la fois comme un élargissement du choix proposé aux électeurs, un moyen de rééquilibrer les listes officielles de l'opposition (considérées comme faisant la part trop belle au RPR), et comme une possibilité de détourner 3 % ou 4 % des voix légitimes, les listes dites « d'opposition républicaine et libérale » tentent de faire leur petit train dans les pronostics... et, si possible, les résultats.

Le docteur Michel Bitard, conseiller général UDF de Besançon, candidat à la députation, et le docteur Jean-Marie Thiebaud (UDF), adjoint au maire de Pontarlier, candidat au conseil régional, n'ont assurément pas moins souri que leur initiative était souhaitée par M. Edgar Faure, pourtant unanime en diable.

Au cours d'un récent débat, retransmis par une radio locale, avec M. Claude Girard, quatrième de la

### Edgar Faure ou du bon usage de l'immortalité

De notre envoyé spécial

Besançon. — Edgar Faure aura bientôt soixante-dix ans. Et alors ? Président du conseil régional de Franche-Comté il est, président dudit conseil il doit « normalement » rester après le 16 mars. De l'avis général, ces choses-là ne se discutent pas. Ou si rarement, si peu qu'on oublie vite que l'évidence n'est pas sortie toute habillée et fringante du puits des discussions préalables.

Cette présidence du conseil régional, par exemple, commencée en 1973, à peine se souvient-on aujourd'hui qu'elle a été fâcheusement interrompue, pendant quelques mois, en 1981-1982. Les socialistes avaient pris la région, sous prétexte que la nouvelle majorité en France l'était aussi en Franche-Comté. Ingratitude de la jeunesse...

En avril 1982, du reste, tout n'allait pas tout de suite de soi. Le RPR argua d'une manière de supériorité apparente pour oser un moment avancer l'idée que... Ingratitude des amis nuls ou ambitieux... Mais Edgar Faure avait prévu : « Si vous ne votez pas pour moi, je ne voterai pas pour vous. » Tout remonta dans l'ordre. Le « président » fut réélu.

Historien et philosophe à ses heures, immortel de par la grâce de l'Académie, Edgar Faure sait bien que ces petites péripéties ne sont pas rares. Politique toujours, il n'ignore rien de l'art de les dépasser. C'est ainsi : jamais ne se tenait longtemps pour lui le ciel d'une vie publique placée sous le double signe de la perpétuité et de l'écoulement bien compris.

L'opinion commune n'est pas là pour chanter le seul chant de l'évidence. Il lui arrive aussi de murmurer que le président entame la dernière ligne droite d'un parcours politique kilométrique. Ou de psalmodier : en 1989, le Sénat, c'est — probablement — fini pour Edgar ; le dernier grand poste dont rêve, à peine secrètement, quelques-uns, l'ancien président du conseil, est d'autre part — au jour d'aujourd'hui — hypothétique.

Reste alors cette fameuse présidence, un petit pré carré d'immuabilité à ne pas négliger, tant qu'il est possible d'y gambader. Lâchons le mot : Edgar Faure y tient. Beaucoup. Le Doubs et le Jura sont, qui

l'edit dit ? deux inépuisables territoires : ils ont fourni au président le fil conducteur d'un salomon politique de quarante ans. Lui-même l'affirme. Il faut donc le croire : il est très, très attaché à la Franche-Comté.

Il n'y a pas que Paris qui vaille une messe. C'est pourquoi, contre encore le chœur, l'apparent et prévisible difficulté que constituait la montée en puissance du RPR (quel malheur que ces étiquettes) fut surmontée au mieux. Le RPR aura (à peu près) tout ce qu'il voudra d'intéressant le 16 mars. Edgar Faure conservera la présidence du conseil régional. Même si sa majorité est tenue. Même si elle venait à souffrir d'un léger déséquilibre interne, à son apparent déclin.

En bon radical à éclipse qu'il est, Edgar Faure sait bien que la chose ne lui paraîtrait pas menaçante. Puis l'union quand elle lui paraît plus propice et propre à redonner consistance à sa réputation de rassembleur qui fait fi des médiocres frontières de parti.

Il regarda aussi d'un oeil bienveillant le surprenant de quelques bizzareries. La Haute-Saône envoya sans doute deux députés RPR à l'Assemblée (le troisième venant du PS). Si le Doubs en fait sortir trois des urnes pour l'actuelle opposition, deux seront RPR. Si l'avenir l'opposition remporterait quatre sièges, le quatrième irait quand même au RPR.

Un sacrifice dans le Territoire de Belfort (où le député de l'opposition sera UDF, contre l'évidence du rapport de forces UDF-RPR) ; une promesse de ne pas empêcher la réélection prochaine de deux sénateurs UDF en Haute-Saône ; le RPR, décidément, n'a pas trop souffert. Il touche même à l'avance les dividendes d'une indiscutable progression.

Du coup, Edgar Faure, à moins d'improbables misères d'empêchement de tourner en rond du Front national, ne devrait pas non plus souffrir. Ni voir interrompre pour l'instant une persévérance dans l'être politique qu'enamorent ou ruinent quelquefois chez des sujets moins brillants les menus accidents de la vie publique.

MICHEL KALMAN.

RÉGIONALES	
Président du conseil régional : Edgar Faure (UDF)	
Nombre de sièges à pourvoir : 43	
DOUBS : 18	HAUTE-SAÛNE : 9
JURA : 10	TERR. DE BELFORT : 6
LÉGISLATIVES	
Nombre de sièges à pourvoir : 13	
DOUBS : 5	HAUTE-SAÛNE : 3
JURA : 3	TERR. DE BELFORT : 2
DÉPUTÉS SORTANTS	
DOUBS	HAUTE-SAÛNE
Joseph Pinard (PS) (1)	Christian Bergelin (RPR)
Guy Bêche (PS)	Jean-Pierre Michel (PS)
Roland Vuitte (RPR)	
(1) M. Pinard a quitté le groupe socialiste en décembre 1985 pour siéger parmi les non-inscrits.	TERR. DE BELFORT
	Lucien Couqueberg (PS)
	suppléant de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale
	Raymond Forni (PS)
	ayant démissionné lors de sa nomination à la Haute Autorité en août 1985 ; le siège est vacant
JURA	
Alain Brune (PS)	
Jean-Pierre Santa-Cruz (PS)	

REPÈRES	
DOUBS	HAUTE-SAÛNE
PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)	PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)
Insc. 294 726 ; abst. 18,41 % ; suff. ex. 236 711. MARCHAIS, 26 731 (11,29) ; MITTERRAND, 68 517 (28,94) ; MITTERRAND + CREPEAU, 72 752 (30,73) ; GISCARD D'ESTAING, 61 215 (25,86) ; CHIRAC, 47 023 (19,86) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 55 313 (23,36).	Insc. 159 659 ; abst. 17,89 % ; suff. ex. 128 547. MARCHAIS, 15 353 (11,94) ; MITTERRAND, 37 614 (28,26) ; MITTERRAND + CREPEAU, 40 681 (31,64) ; GISCARD D'ESTAING, 36 403 (28,31) ; CHIRAC, 23 442 (18,23) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 27 028 (21,02).
LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)	LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)
Insc. 295 531 ; abst. 31,56 % ; suff. ex. 199 668. PC, 17 683 (8,85) ; PS, 83 718 (41,92) ; UDF-RPR, 77 977 (39,05).	Insc. 159 865 ; abst. 23,30 % ; suff. ex. 120 533. PC, 9 622 (7,98) ; PS, 30 987 (25,63) ; UDF-RPR, 57 886 (48,02).
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	EUROPÉENNES (17 juin 1984)
Insc. 299 047 ; abst. 43,19 % ; suff. ex. 164 608. PC, 9 990 (6,06) ; PS, 36 564 (22,21) ; UDF-RPR, 74 772 (45,42) ; FN, 21 322 (12,93).	Insc. 162 464 ; abst. 38,78 % ; suff. ex. 95 085. PC, 6 472 (6,80) ; PS, 22 752 (23,92) ; UDF-RPR, 42 209 (44,39) ; FN, 10 688 (11,24).
JURA	TERR. DE BELFORT
PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)	PRÉSIDENTIELLE, 1 <sup>er</sup> tour (26 avril 1981)
Insc. 169 848 ; abst. 18,54 % ; suff. ex. 135 844. MARCHAIS, 18 601 (13,69) ; MITTERRAND, 36 078 (26,55) ; MITTERRAND + CREPEAU, 38 778 (28,54) ; GISCARD D'ESTAING, 38 213 (28,13) ; CHIRAC, 22 579 (16,62) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 27 940 (20,56).	Insc. 81 324 ; abst. 18,53 % ; suff. ex. 64 985. MARCHAIS, 7 718 (11,87) ; MITTERRAND, 21 721 (33,42) ; MITTERRAND + CREPEAU, 23 025 (35,43) ; GISCARD D'ESTAING, 16 126 (24,81) ; CHIRAC, 10 616 (16,33) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 12 564 (19,33).
LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)	LÉGISLATIVES, 1 <sup>er</sup> tour (14 juin 1981)
Insc. 170 011 ; abst. 29,06 % ; suff. ex. 118 913. PC, 17 197 (14,46) ; PS, 42 134 (35,43) ; UDF-RPR, 49 022 (41,22).	Insc. 81 337 ; abst. 30,69 % ; suff. ex. 55 366. PC, 4 264 (7,70) ; PS, 28 247 (51,01) ; UDF-RPR, 20 695 (37,37).
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	EUROPÉENNES (17 juin 1984)
Insc. 171 372 ; abst. 42,44 % ; suff. ex. 95 068. PC, 8 036 (8,45) ; PS, 20 811 (21,89) ; UDF-RPR, 42 205 (44,39) ; FN, 9 559 (10,05).	Insc. 82 049 ; abst. 42,86 % ; suff. ex. 45 074. PC, 2 959 (6,56) ; PS, 11 559 (25,64) ; UDF-RPR, 17 635 (39,12) ; FN, 6 660 (14,77).

**HUMIDIFICATEUR D'AIR A EFFICACITÉ VISIBILE (Procédé : ultrason)**

Pour bureaux et maisons jusqu'à 150 m<sup>2</sup>

Respirez l'air pur, sans bactéries et dans le silence, comme si vous étiez à la montagne.

Distributeur : Joseph Grand, Corniche N.N. DRAP, 08340 LA TRINITE Tél. : 03.27.11.34. Téléc. : 482.227. F

**Le Monde**  
doctes et documents

**NUMÉRO SPÉCIAL**  
**LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE**

DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

Février 1986 - En vente partout - 13 F

## Mettez une vache dans votre moteur

De notre correspondant

Besançon. — Aucun candidat ne songerait à s'aventurer à la périphérie d'un centre urbain, et à plus forte raison dans la campagne profonde, sans se préparer à l'effort. Edgar Faure ne consent à laisser l'affaire à un jury d'honneur qui aura bien du mal à se faire une religion qu'après le 16 mars.

Pour autant, tous les insatisfaits ne se sont pas si aisément résignés. Présentés à la fois comme un élargissement du choix proposé aux électeurs, un moyen de rééquilibrer les listes officielles de l'opposition (considérées comme faisant la part trop belle au RPR), et comme une possibilité de détourner 3 % ou 4 % des voix légitimes, les listes dites « d'opposition républicaine et libérale » tentent de faire leur petit train dans les pronostics... et, si possible, les résultats.

Le docteur Michel Bitard, conseiller général UDF de Besançon, candidat à la députation, et le docteur Jean-Marie Thiebaud (UDF), adjoint au maire de Pontarlier, candidat au conseil régional, n'ont assurément pas moins souri que leur initiative était souhaitée par M. Edgar Faure, pourtant unanime en diable.

Au cours d'un récent débat, retransmis par une radio locale, avec M. Claude Girard, quatrième de la

Comtois. Certains candidats n'y vont pas par quatre chemins. Ils entendent assurer qu'il n'y aura plus de quotas après le 16 mars (s'ils sont élus, cela va de soi), les électeurs ruraux doivent... boire du petit lait.

Pour sa part, M. Edgar Faure s'efforce de faire retomber son idée : que la Franche-Comté participe à l'aide alimentaire au Mali en y suscitant la construction d'une fromagerie-école qui transformerait sur place le lait franc-comtois en un fromage créé pour la circonstance par l'école laitière de Montbéliard (Doubs). Les excédents pourraient ainsi être dirigés sur le Mali.

Pour autant, Bruxelles n'en escompterait pas moins le versement des taxes, à moins que le recours introduit auprès de la Commission des Communautés européennes par M. Edgar Faure en sa qualité de président du conseil régional et les organisations professionnelles agricoles franc-comtoises ne conduise la CEE à intervenir auprès du gouvernement français afin qu'il fasse appliquer l'article du règlement relatif au choix de l'année de référence.

Chez les candidats socialistes évidemment, la mise en cause du gouvernement ne passe pas. « Ce n'est pas le gouvernement qui décide de la répartition », dit M. Huguette Bouchard. C'est l'ONILAIT. « Cela posé, les socialistes ajoutent volontiers : « Il faudrait davantage qu'un aménagement des quotas laitiers pour faire voter massivement à gauche le monde paysan du Haut-Doubs et du Haut-Jura. On peut même se permettre de lui dire qu'après tout on ne vit pas si mal à l'altitude des gentianes, et que le « bas pays » a aussi ses misères. Tiens, il n'y a qu'à regarder ce qui se passe chez Peugeot. Des milliers d'emplois supprimés en quelques années (1), et autour de Sochaux

des HLM vides et des petits commerçants en faillite. Sans compter le monde tanné de la sous-traitance, les PME amalgamées par le manque d'appât du Lion. Il n'y a guère que les communistes et l'extrême gauche pour trouver que le noble animal a encore de bonnes dents. »

Le Parti communiste, qui, avec la CGT, réclame en vain depuis plusieurs années dans les assemblées régionales qu'une commission regarde de près les affaires de la (nombreuse) famille Peugeot, fait actuellement son régal d'un document qui montre que, si les diverses sociétés Peugeot ont des difficultés, leurs administrateurs ne s'en distribuent pas moins d'honnêtes dividendes. Mais il s'agit là d'ingérence dans la vie privée des personnes, et ce n'est pas le sénateur RPR Louis Souvet, vice-président du conseil régional, second sur la liste conduite par M. Edgar Faure, et ancien directeur du personnel aux usines Peugeot, qui irait s'associer à une si mauvaise action.

D'autant qu'aujourd'hui RPR, UDF et socialistes (dont le député Guy Bêche, président du district urbain du pays de Montbéliard) sont d'accord pour investir des deniers publics dans une opération d'aménagement foncier relative aux usines de Sochaux. Il s'agit de détourner le cours d'une rivière qui traverse les usines sur un terrain reconquis. Peugeot y construira de nouveaux ateliers qui sans cela seraient défilés ailleurs en France. Moyennant quoi les responsables de la firme automobile laisseront entendre qu'ils ne supprimeront que cinq mille emplois, au lieu de douze mille comme prévu.

C. F.

(1) Vingt-sept mille salariés aujourd'hui contre quarante-deux mille en 1979.

### M. Lionel Jospin face aux étudiants

Paris. — M. Lionel Jospin, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et du Logement, a été reçu par une délégation d'étudiants de la Sorbonne, le 27 février 1986. Le ministre a écouté les exposés des étudiants sur les conditions de leur vie et de leur travail, et a répondu à leurs questions. Il a souligné l'importance de la recherche scientifique et de la formation des jeunes, et a promis de faire tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer leur situation. Il a également souligné l'importance de la participation des étudiants à la vie de l'université, et a encouragé leur engagement dans les associations étudiantes.

### ABSTENTION ENTRE M. DURAS DANS L'AUTRE JOUR

Paris. — M. Durand, député UDF de la Seine-Saint-Denis, a annoncé qu'il s'abstiendrait de voter lors de la séance du conseil régional de la Seine-Saint-Denis, le 28 février 1986. Il a expliqué que son abstention était le résultat d'un désaccord avec le gouvernement sur certaines questions. Il a également souligné l'importance de la participation des citoyens à la vie démocratique, et a encouragé les électeurs à voter lors des prochaines élections.







# POLITIQUE

## Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 26 février 1986. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

● **PROTECTION DES ANIMAUX.** - Le ministre de l'Agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la protection de certains animaux domestiques et à la lutte contre les maladies des animaux.

Ce projet vise notamment à renforcer les garanties dont disposent les acquéreurs de chiens et de chats et à améliorer la protection dont bénéficient ces animaux domestiques.

● **CREATION DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EURÉKA.** - Sur proposition du premier ministre, le conseil des ministres a adopté un décret portant création d'un comité interministériel Euréka.

Préparé par le premier ministre et composé des ministres compétents, ce comité interministériel suivra l'ensemble des projets dans lesquels des partenaires français sont impliqués. Il sera assisté d'un secrétaire général permanent, responsable de la préparation et du suivi de ses décisions.

L'Etat sera ainsi en mesure d'exercer le rôle d'animation et de soutien qui lui revient dans la conduite du projet Euréka.

● **SITUATION INTERNATIONALE.** - Le conseil des ministres a été informé des récents développements de la situation aux Philippines.

Il s'est réjoui de ce que la crise ait évolué vers un règlement pacifique et conforme aux aspirations du peuple philippin.

Le gouvernement salue à cette occasion le courage et la détermination dont a fait preuve M. Aquino dans le combat qu'elle a mené pour le triomphe des valeurs démocratiques dans son pays.

Un message de félicitations de vœux est adressé à M. Aquino et à son gouvernement par le président de la République.

● **LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES NATIONALISÉES.** - Le ministre de l'économie, des finances et du budget et le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur ont présenté au conseil des ministres une communication sur les résultats économiques et financiers des entreprises industrielles et des banques passées sous contrôle public en 1982.

Les données, provisoires, communiquées par les entreprises montrent l'amélioration de leurs résultats et l'importance de leur contribution au développement économique du pays.

Conformément à l'objectif que leur avait fixé le gouvernement, toutes les entreprises industrielles nationalisées en 1982, à l'exception de la CGE, ont réalisé un excédent :

- la CGE, Saint-Gobain, Pechiney et Elf-Petrobrás ont enregistré une nouvelle progression de leurs bénéfices ;

- Thomson et Bull ont atteint l'objectif de retour à l'équilibre qui leur était assigné ;

- pour ces six entreprises, le résultat net passé de 4 milliards de

francs en 1984 à environ 6 milliards en 1985.

Dans le même temps, les pertes de Sacilor et d'Usinor ont diminué de moitié et le redressement de ces deux groupes devrait se poursuivre. Par ailleurs, le déficit de la CGCT a été notablement réduit.

Enfin, les résultats de Matra et de Dassault devraient être en nette amélioration qu'en 1984.

Pour l'ensemble des entreprises, la progression des dépenses d'investissement, de 15 % en 1984, a été maintenue en 1985, et l'effort accru en matière de recherche et développement témoigne de la volonté de préparer l'avenir.

Les résultats nets des banques nationalisées en 1982 devaient atteindre 3,1 milliards de francs, soit plus du double de ceux de 1981 (1,4 milliard de francs).

Les nationalisations ont ainsi permis de créer un secteur public cohérent qui a puissamment participé au développement industriel, technologique et social du pays. Elles jouent un rôle d'entraînement pour l'investissement, le commerce extérieur, la recherche, les relations avec le tissu industriel et les relations sociales.

● **LA CRÉATION D'ENTREPRISES.** - M. le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur la création d'entreprises.

En ces dernières années, l'esprit d'entreprise a pu se développer grâce à l'effort de trois années de prises en compte par le gouvernement :

- l'encouragement des vocations d'entrepreneur ;

- la simplification des formalités de création ;

- la mise à disposition aux créateurs d'entreprises.

L'ensemble de ces mesures a permis une multiplication des créations d'entreprises. Les statistiques de l'INSEE indiquent que les sociétés nouvellement créées sous forme de personnes morales (SA et SARL) sont passées de 33 571 en 1981 à 48 140 en 1985, soit une progression de 43 %. Au total, selon les statistiques, en 1985, il y avait 100 000 créations émanant de personnes physiques, ce sont plus de 100 000 entreprises qui ont été créées en 1985.

● **LA MODERNISATION DE LA VIE SOCIALE DANS LES ENTREPRISES.** - Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté au conseil des ministres une communication sur la modernisation de la vie sociale dans les entreprises.

Celle-ci est devenue une réalité concrète dans la vie des entreprises grâce à une série de mesures mises en œuvre depuis 1981 autour de quatre orientations principales :

- Faire des salariés des citoyens dans l'entreprise ;

- Assurer à tous les salariés l'égalité des droits ;

- Reconnaître à la négociation collective un rôle moteur dans le progrès social ;

- Permettre aux institutions représentatives du personnel d'exercer pleinement leur rôle.

● **L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES PERSONNES HANDICAPÉES.**

1. - Un effort considérable a été réalisé depuis 1981 pour :

- Favoriser l'accès à la formation et à l'emploi ;

- Développer l'accueil des handicapés dans les établissements scolaires ;

- Donner aux personnes handicapées les moyens d'une vie autonome ;

- Faciliter l'accès des handicapés à la culture et aux sports.

2. - Le gouvernement a adopté le principe de nouvelles dispositions législatives relatives au travail des handicapés :

- fusion des différents régimes en vigueur et amélioration de la définition des handicapés bénéficiaires ;

- assouplissement des formalités imposées aux entreprises pour l'embauche d'une personne handicapée ;

- simplification des procédures d'attribution des appareillages et meilleur remboursement de certains appareils ;

- adaptation du téléphone et du Minitel aux différents handicaps ;

- accessibilité de tous les équipements sportifs neufs subventionnés par le Fonds national de développement du sport ;

- conception d'un tramway et d'un autobus accessibles aux handicapés, dont la mise en service est prévue pour 1987 ;

- aide financière de l'Etat aux chaînes publiques de télévision pour développer les émissions sous-titrées dans le cadre d'un programme pluriannuel débutant en 1986.

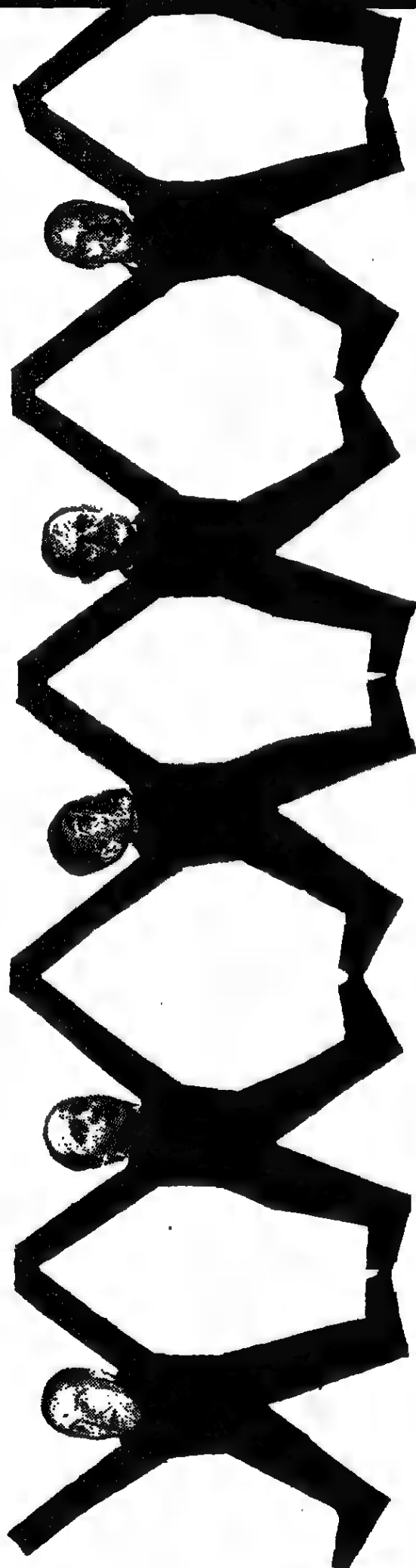
● **LES PREMIÈRES IMAGES DU SATELLITE SPOT.** - Le ministre de la recherche et de la technologie a rendu compte au conseil des ministres du succès de la mission d'Adrian qui a permis la mise en orbite du satellite français d'observation de la terre Spot.

Les premières images envoyées par Spot ont été présentées au président de la République le 25 février.

Ces documents sont de qualité remarquable. La France, associée pour cette opération à la Suède et à la Belgique, est ainsi la troisième pays du monde à disposer de moyens d'observation civile à très haute définition.

Les images produites par le Centre national d'études spatiales et l'Institut géographique national sont commercialisées par la société Spot-image créée à cette fin.

IL N'Y A  
AUCUNE RAISON  
QU'ILS SOIENT LES SEULS  
A S'AMUSER.



Jusqu'à présent, il n'y avait que quelques privilégiés qui pouvaient s'amuser au grand jeu de la cohabitation. Grâce au jeu Actuel, vous êtes Président de la République, vous avez 1000 points de charisme, 0 point de stress, enfin au début. Choisissez un Premier Ministre, et ne faites confiance à personne.

SUPPLÉMENT 36 PAGES

ACTUEL. 20 F TOUTS LES 15 DU MOIS.

ACTUEL

## Nominations

Le conseil a nommé M. Paul Legatte, conseiller d'Etat, au poste de médiateur à compter du 5 mars prochain. M. Legatte, qui vient de quitter le Conseil constitutionnel, remplacera M. Robert Fabre, nommé à la semaine dernière membre de la juridiction suprême.

M. Pierre Lestrade, préfet, directeur de la République délégué pour la police auprès du commissaire de la République des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet hors cadre ;

M. François Bonnelle, préfet, représentant du gouvernement à Mayotte, est nommé médiateur de la République, délégué pour la police dans les Bouches-du-Rhône ;

M. Guy Dupuis, sous-préfet, commissaire adjoint à la République de l'arrondissement de Palaiseau, est nommé préfet représentant du gouvernement à Mayotte ;

M. Jean-Claude Barreau, directeur de mission à l'Elysée, est nommé inspecteur général de l'Administration nationale ;

M. Claude Gubler, médecin personnel de M. François Mitterrand, est nommé inspecteur général de la Sécurité intérieure (lire page 19) ;

M. Claude Wéquin, directeur socialiste du Pas-de-Calais, est nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports.

## M. Paul Legatte, médiateur

M. Paul Legatte, qui a été remplacé au Conseil constitutionnel par M. Robert Fabre (le Monde du 21 février), a été nommé médiateur de la République au conseil des ministres du 26 février.

[Né à Saint-Hilaire-la-Palud (Deux-Sèvres), le 26 août 1916, M. Legatte, conseiller d'Etat depuis 1973, a été en 1954 le chef de cabinet Pierre Mendès France, alors président du conseil. Il sera encore conseiller technique au cabinet de P. Mendès France, ministre d'Etat en 1956. En 1959, M. Legatte adhère à un club de réflexion, la Ligue pour la démocratie républicaine, fondée par M. Mitterrand, avec MM. Robert Badinter et Louis Merle. Puis, à partir de 1964, les mêmes hommes se retrouvent à la Convention des institutions républicaines.

L'année suivante, M. Legatte devient le directeur de campagne du candidat Mitterrand à l'élection présidentielle. Puis la suite, il participe avec M. Legatte à toutes les grandes campagnes électorales de M. François Mitterrand jusqu'en mai 1981, date à laquelle il est chargé de mission auprès du nouveau président de la République. Il est nommé membre du Conseil constitutionnel en avril 1982 par M. Louis Merle, président de l'Assemblée nationale.]

La fonction de médiateur, plus ou moins inspirée de l'ombudsman scandinave, a été créée par une loi du 3 janvier 1973, modifiée en 1974. Le médiateur a pour mission de recevoir les réclamations des administrés. Mais ces réclamations ne lui sont pas adressées directement. Elles doivent être remises à un député ou à un sénateur, qui les transmettent à elles-mêmes paraissent entrer dans la compétence du médiateur.

Le médiateur est nommé pour six ans en conseil des ministres. Il n'est pas révocable, son mandat n'est pas renouvelable. Il ne peut pas intervenir dans des affaires politiques, sauf municipales ou communales, s'il les occupait avant sa nomination.

Le premier médiateur a été M. Antoine Pinay, ancien président du Conseil, qui mit fin à ses fonctions lors de la campagne présidentielle de 1974, au mois de mai, afin de soutenir le candidat qui incarnait la société de justice.

M. Aimé Paquet, ancien directeur d'Etat au tourisme, lui succéda en juin. Après lui, vint M. Robert Fabre, ancien président des radicaux de gauche, que

M. Glacard d'Estaing nomma en juillet 1985.

## M. FRANÇOIS BONNELLE PRÉFET DE POLICE DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

M. François Bonnelle, préfet, représentant du gouvernement à Mayotte depuis février 1984, a été nommé préfet de police dans les Bouches-du-Rhône.

[Né le 11 mai 1938 à Versailles, M. François Bonnelle, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, est successivement chef de cabinet du préfet des Ardennes en 1959, chef de mission du préfet de police d'Alger en 1962, chef de mission de la préfecture d'Eure-et-Loir de 1962 à 1964. Sous-préfet de l'Inde de 1964 à 1967, il est ensuite nommé chef adjoint du préfet de police de Paris (1967), puis chargé de mission au cabinet de M. André Bord au ministère d'Etat l'intérieur (1969-1970).

Secrétaire général des Vosges (1970), puis sous-préfet de Châteaufort (1974), il devient directeur du cabinet du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde en 1976 à 1978. Il est nommé directeur adjoint du préfet de M. Yves Guéhenno au ministère de l'Intérieur de mars 1979 à octobre 1980, avant d'être nommé la même année secrétaire général de la préfecture des Yvelines.]

En novembre un nouveau préfet de police, M. François Bonnelle, et un nouveau directeur de service régional de police judiciaire des Bouches-du-Rhône, M. Louis Quéau, M. Joxe a voulu redonner impulsion à une police qui a manifesté une certaine impuissance à régler nombre d'affaires criminelles dans le département.

M. Pierre Richard, jusqu'alors préfet de police à Marseille, a été efflué en position hors cadre et remplacé par M. François Bonnelle. De son côté, M. Bernard Conreux, actuel directeur du SRPJ de Marseille - le deuxième de France, - est remplacé par M. Louis Quéau, directeur du SRPJ de Toulouse, qui prendra d'ailleurs la poste. M. Joxe a aussi nommé M. Jean-Claude Vignaduzzi, directeur adjoint du SRPJ à Marseille, à la direction de l'Ecole d'application de la police nationale de Fos-sur-Mer.

La plus savante évocation de la légende de Roi Arthur qu'il ait été écrite en France. Absolument inimitable.

Isaac Asimov

MARION ZIMMER BRADLEY  
**LES DAMES DU LAC**

430 pages

ET LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE

PYGMALION / GERARD WATELET

18. Lettres

Les voix divines  
de Claude Es...

Pour un neuvième royaume  
de Demeure, de  
de Esteban. Il nous  
de Michaux

Le monde est un vaste pays...  
de la vie...  
de la mort...  
de la vie...  
de la mort...  
de la vie...  
de la mort...

LE FEUILLETON DE

Le Dormeur debout, de

Orphelins de

Les enfants de la rue...  
de la vie...  
de la mort...  
de la vie...  
de la mort...  
de la vie...  
de la mort...

Le monde est un vaste pays...  
de la vie...  
de la mort...  
de la vie...  
de la mort...  
de la vie...  
de la mort...

Pendant la guerre, les...  
de la vie...  
de la mort...  
de la vie...  
de la mort...  
de la vie...  
de la mort...



## des ministres

temps, les pertes ont diminué...  
 - Permettre aux institutions représentatives du personnel d'exercer pleinement leur rôle.  
 • L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES PERSONNES HANDICAPÉES :  
 1. - Un effort considérable a été réalisé depuis 1981 pour :  
 - Favoriser l'accès à la formation et à l'emploi.  
 - Développer l'accueil des handicapés dans les établissements scolaires.  
 - Donner aux personnes handicapées les moyens d'une vie autonome.  
 - Faciliter l'accès des handicapés à la culture et aux sports.  
 2. - Le gouvernement a adopté le principe de nouvelles dispositions législatives relatives au travail des handicapés :  
 - fusion des différents régimes en vigueur et amélioration de la définition des handicaps bénéficiaires ;  
 - assouplissement des formalités imposées aux entreprises assorti d'une meilleure association de celles-ci et des partenaires sociaux concernés à l'action menée pour l'emploi des personnes handicapées.  
 3. - Pour l'amélioration de la vie quotidienne des personnes handicapées :  
 - recommandations formulées par M. Testu, parlementaire au sujet de l'effort sera poursuivi dans les années suivantes :  
 - simplification des procédures d'attribution des appareils ;  
 - meilleur remboursement de certains appareils ;  
 - adaptation des téléphones à la Minitel aux différents handicaps ;  
 - accessibilité de tous les équipements sportifs nouveaux subventionnés par le Fonds national de développement du sport ;  
 - conception d'un réseau d'autobus accessibles aux handicapés, dont la mise en service est prévue pour 1987 ;  
 - aide financière de l'Etat aux chaînes publiques de télévision pour développer les émissions sous-titrées dans le cadre d'un programme pluriannuel débutant en 1986.

... TION D'ENTRE-...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

... des entreprises...  
 ... des banques...  
 ... des entreprises...  
 ... des banques...

## 18. Lettres étrangères : Cynthia Ozick, John Hawkes et trois Johnson d'Amérique

### Le Monde DES LIVRES



BERENICE CLEVEY.

## Les voix diverses de Claude Esteban

Pour son neuvième recueil de poèmes, le *Nom et la Demeure*, nous avons rencontré Claude Esteban. Il nous a parlé des pays atlantiques, de Michaux et de Montale.

O N est un porche caché par l'éventail d'un fleuriste, un long des stèles une pleine de verdure. Au plein Paris, le lieu habite Claude Esteban a gardé un petit campagnard qui, dit-il, n'est pas pour lui déplaire. Ce que j'aime surtout, c'est un arbre, devant ma fenêtre : Fougère, un atelier ici, et c'est un de ceux qui a planté le cerisier du Japon. Et ce moment, il semble à tous les arbres occidentaux, mais au mois de mai il a, l'espace d'une dizaine de jours, une extraordinaire floraison de roses roses, dures comme le poing.

Une « autobiographie linguistique »

« J'ai toujours aimé les pays atlantiques, la Bretagne, l'Irlande, je suis né assez souvent, la Galice, le Portugal, en somme les finistères de l'Occident. J'ai passé une assez grande partie de mon enfance au Pays basque, je ne suis pas du tout méditerranéen. » Né d'un père espagnol qui représentait en France une école de journaux d'Amérique latine, Claude Esteban s'est expliqué dans *Traduire*, l'avant-propos de ses *Poèmes parallèles*, sur « l'étrange déchirement » que peut produire le bilinguisme. Il est d'ailleurs en train d'écrire une « autobiographie linguistique ».

Claude Esteban donne une impression de calme, de solitude.

Se poète, il aime le langage d'un monde avec soi-même, avec le monde, gagné peut-être sur l'inquiétude. Parfois, au cours de notre conversation, il se met à tourner en rond dans la pièce, comme s'il lui fallait aller dehors, comme s'il lui fallait aller dehors, comme s'il lui fallait aller dehors.

Le titre de son dernier livre, *Nom et la Demeure*, est d'un

MONIQUE PETILLON.

(Lire la suite page 16.)

## Le roi Baudrillard au pays des Yankees

Un philosophe subjugué par l'Amérique.

L'AMÉRIQUE n'est pas présentée comme un peuple, mais une histoire, comme un territoire, mais comme un système. Baudrillard ne fait pas le travail. Son beau souci n'est pas de jouer avec les symboles symboliques, d'entrer dans la sarabande des images et des représentations. Il s'immerse dans la fiction. Il ramène un peu de héros de Bioy Casares, dans l'invention de Marek, qui finira absorbé par l'hologramme du mythe vécu d'un homme fou.

L'Amérique n'est pas une image. Elle est le parfait simulacre d'elle-même. Elle est en ce sens primitive, c'est-à-dire sans recul, indifférente, patrie de « faits sociaux totaux ». Elle est, en somme, pour employer un mot à la mode, hyperréelle.

KO debout

Le ton sentencieux, d'un certain préciosité, à rebouter certains propos. Il n'y a rien de plus qu'un « branle » et un peu vain. Un baroque du langage, avec ses mots, ses autoroutes et ses images. Certes, l'image de Baudrillard dans l'Amérique n'est pas seulement baroque ni extrêmement pénétrante. Il « dé-pense » plus l'Amérique qu'il ne la pense.

Opposer Salt-Lake-City, la puritaine, à Las Vegas, la prostituée, ou l'île de la verticalité de New-York à la sensibilité de Los Angeles n'a rien d'original. Tous les convertis de l'Amérique rapportent les mêmes clichés que Baudrillard.

Cependant, Baudrillard ne se convertit pas à l'Amérique, il y consent. N'importe quel debout en quelque lieu. Le film qu'il a vu était dans la force d'être laid et en fait déconstruit, irradié, surpris de trouver le ciel de Paris mesquin et même bas.

Amérique n'est pas le meilleur livre de Jean Baudrillard. Il s'en fait de beaucoup. Il démontre cependant quelques uns d'une rare beauté et que les amateurs de cet écrivain apprécieront.

Le cut-up du quatrième chapitre le signale : « L'Amérique est la version originale de la modernité, nous sommes la version doublée de l'Amérique... ».

Amérique, ou le roi Baudrillard au pays des Yankees, n'aurait pas été sérieux.

JACQUES MEUNIER.

AMÉRIQUE, de Jean Baudrillard, Grasset, 252 p., 75 F.

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le Dormeur debout, de Jacques Laurent; la Montagne blanche, de Jorge Semprun

## Orphelins de l'Histoire

S'ILS s'étaient croisés sous l'Occupation, le sang aurait coulé. Les miliciens de Laurent auraient tiré sur les résistants de Semprun, qui auraient rendu les coups. Il y aurait eu des rires et des flâques grenat dans une rue de vieux Nîmes, à l'heure des criées de poissons... Aujourd'hui, les personnages du *Dormeur debout* et de la *Montagne blanche* voisinent, la même semaine, sous la même couverture, comme les anciens adversaires dans les cinémas militaires. Pour un peu, ils deviseraient, en week-end, sur les charmes de l'écriture, du champagne frappé et des dessous féminins. « Plutôt Hitler que Staline », ou l'inverse, c'est fini. Rien ne les distingue plus que la date où ils ont cessé de croire à l'action, où ils sont devenus orphelins de l'Histoire. Deuil point si gai ni prometteur, puisque au bout du compte les anciens frères ennemis choisissent, chacun de son côté, la mort volontaire.

Le cynisme fait gagner du temps : les fascistes de Laurent sont en avance d'une dizaine d'années sur les repentis de Semprun. Dès 1937, ils ont compris que les événements ne s'expliquent pas ni ne se commandent.

Incidemment, on apprend qu'ils militent à l'OSCAR — à peu près qu'il rappelle le CSAR, alias la Cagoule — afin de substituer par la force aux « escrocs » et aux « judéo-maçons » qui dirigent la France (on est en plein scandale Stavisky) un « homme à poigne » digne de Hitler, Mussolini, Franco ou Staline. Sauf ça, nos partisans armés de la dictature ne parlent jamais « politique ». Quand débute le roman, avant la guerre, ils ne pourchassent pas des adversaires mais un des leurs, suspect d'avoir détourné un stock d'armes, et ils le font avec une étourderie propre à les innocenter.

Ce qui leur importe, au cours de leur expédition punitive, c'est le charme de l'arrière-pays nîmois, l'ocre des murs, le vert des volets, le blanc crémeux des pastis, le pastel des jupes. L'homme à abattre se révèle un bon vivant. On ne tue pas un bon vivant : voilà ce qui s'appelle une morale.

PENDANT la guerre, nos joyeux drilles suivent leur pente sans rechigner. Les miliciens dans l'Allemagne en déroute. L'un d'eux s'en veut d'avoir choisi le

mauvais cheval et se suicide après un dîner à foie gras. L'autre, un écrivain nommé Faypoul, voit dans son engagement irréflecti un signe de l'absurdité de l'époque et de son caractère, thème éminemment romanesque.

Il utilise donc ses loisirs de milicien découvert, puis de suspect en cavale, à pasticher les mémoires de l'Ancien Régime que lui a laissés son père. À travers les *Mémoires* de cour ubuesques de « Madame de Cédan », il professe que les choses humaines sont faites d'accidents, de délia, et non de plans comme voit l'imaginer Hegel et Marx. Sur la lancée, il rêve d'un monde où l'amitié et l'estime remplaceraient l'amour et le désir, où les sexes s'inverseraient.

C'EST que l'homme n'est pas simple. Il est du Rousseau dans sa façon de ne pas élucider ses propres décisions, et dans sa sensualité indécise, teintée de masochisme. Rentré dans la Paris de la Libération, il tente, entre une avocate et une agrégée, de tirer au clair ses goûts véritables. Le doute, dans ces domaines, rend facilement érotomane ; et l'érotisme amoureux du néant.

Avec une logique d'autodestruction où il est seul à ne voir qu'une lubie flatteuse, Faypoul se livre à des agents de la circulation et s'accuse de deux meurtres prémédités. La prison lui est légère en ce qu'elle lui permet de poursuivre tranquillement son œuvre. Dehors, ses relations établissent qu'il avait l'appétit durant les chasses aux maquis, et qu'il s'était engagé dans la milice sur ordre de la Résistance aux fins de renseignement. Agacé par des ennuis domestiques, le juge d'instruction le libère, et les cinq ans d'indignité nationale que lui inflige une cour civique lui seront remis pour services rendus à la Résistance.

Faypoul supporte l'indulgence de la prison, qui n'est pas, à ses yeux, « un bien en soi ». Il se laisse enfermer dans une clinique de luxe que fréquente le tout-Paris littéraire de l'après-guerre. Il prend enfin le parti de disparaître. Suicide ou fugue ? On ne saura jamais. Toujours son luxe : ne pas savoir, ne pas laisser savoir, ménager la part singulière, du sommeil debout !

(Lire la suite page 16.)

FRÉDÉRIC BLUCHE

Septembre 1792  
logiques d'un massacre

Un regard critique sur la Révolution française

À "APOSTROPHES" le 28 février

ROBERT LAFFONT

plus merveilleuse évocation  
 de la saga du Roi Arthur  
 il n'a été donné de la  
 plus extraordinaire

Isaac Asimov

MARION ZIMMER BRADLEY  
 LES DAMES  
 DU LAC

S CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE  
 GMAILION / GERARD WATELET







## LA VIE LITTÉRAIRE

## PORTRAIT

Odile Jacob  
au carrefour de tous les savoirs

Odile Jacob ne tient pas en place. Ni physiquement, ni intellectuellement. Quand on l'interroge sur sa carrière — elle bien remplie malgré son âge, — la maison d'édition qu'elle vient de lancer, son déménagement et ses projets, elle ne peut pas s'arrêter deux minutes au même endroit ; elle se lève, tourne autour de son bureau, choisit un nouveau fauteuil, elle bondit de nouveau quelques instants plus tard.

Cela fait longtemps qu'elle ne s'est pas posée. A seize ans, étudiante en philosophie, la fille du prix Nobel de médecine François Jacob a le sentiment que la philosophie décrit mais ne démontre pas. Elle rejoint Jakobson dans les approches linguistiques du sémiotique, puis, aux États-Unis où elle poursuit ses études, Noam Chomsky qui lui fait découvrir les limites de la linguistique et complexe entre le langage et la pensée, entre modèle linguistique et modèle biologique. A Harvard, dans ces laboratoires où généticiens, physiologistes, psychologues, historiens et lexicologues travaillent ensemble, elle acquiert la certitude que d'immenses chantiers de recherches s'ouvrent. Mais, rentrée en France, elle constate que, chez nous, les débats scientifiques sont la plupart du temps

occultés par des enjeux idéologiques et politiques.

Alors elle décide de militer pour changer cet état de choses, pour faire passer au grand public cultivé les travaux qui sont en train de bouleverser la conception que nous avons du monde et de nous-mêmes. Et comme elle aime l'amateurisme en toute chose, sa thèse la peine terminée, elle va apprendre, chez Jean-Claude Lattès, la promotion et le marketing : l'édition ne se nourrit pas que d'idées.

En 1982, elle crée la collection « Le temps des sciences », et y publie des livres qui ne se veulent pas des thèses générales du monde, mais des travaux à la fois rigoureux et précis qui ouvrent des champs d'un domaine de la science à un autre. Des livres qui, pour cette raison, rencontrent les exigences du public : l'Homme neuronal, de Jean-Pierre Changeux, le Singe, l'Afrique et l'Homme, d'Yves Coppens, les Jours possibles, de François Jacob, ou, récemment, l'Homme de parole, de Claude Hagège. Et les travaux de Pierre Bourdieu, de Jacques Ruffié, de Philippe Meyer ou de Leroi-Gourhan.

Malgré ces succès — ou à cause d'eux — Odile Jacob a décidé de pousser plus loin l'aventure et de

prendre tous les risques en créant sa propre maison. Une maison très légère, quatre personnes dont une attachée de presse intrépide et deux locaux modestes, mais déjà trois livres qui font beaucoup parler d'eux, la Biologie des passions, de Jean-Didier Vincent, le Sexe et la Mort, de Jacques Ruffié (voir la feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech du 14 février 1986), l'Espace en héritage, d'André Lebeau. Et d'autres ouvrages à paraître dans les mois à venir, qui risquent, eux aussi, de faire événement : l'Un et l'Autre, d'Elisabeth Badinter qui analyse la révolution actuelle dans la relation homme-femme, les Trois France, d'Hervé Le Bon qui développe une interprétation toute nouvelle des comportements électoraux, Kaiko ou l'Épave aux extrémités de la mer, de Xavier Le Poullec qui propose une nouvelle explication de la dérive des continents, les Secrets du gène, de François Gros. Tous ouvrages qui suscitent questions, débats, confrontations.

Et c'est bien ce que souhaite Odile Jacob : « En France, nous sommes trop longtemps restés bloqués par la logique cartésienne de tout ou rien. On ne peut pas Platon ou pour Chomsky, pour une fois ou pour une autre, on ne peut jamais progresser à cette façon. Il faut que les idées s'échangent, que les systèmes et les disciplines s'articulent. C'est de cette manière que nous commencerons à percevoir un peu de vérité. »

PIERRE LEPAPE.

La passion  
du bibliophile

La recherche d'un livre rare, ancien ou récent, la quête fiévreuse d'une édition dont l'originalité fait le prix, sont des activités marginales, réservées à quelques collectionneurs. Pressés par le désir, ces chercheurs à l'œil exercé savent aussi attendre. Longtemps remise, la satisfaction peut être notablement augmentée. L'objet convoité, enfin découvert, apparaît sous la forme d'un vieux livre poussiéreux qui n'offre comme séduction que celle de sa rareté. Difficilement compréhensible il nous fait partager une passion bibliophile.

A l'heure des vidéo-clubs, des livres-club et de la télévision, il n'est pas de lieu où cette passion puisse s'exercer existant encore. La troisième édition du Guide des librairies d'ancien et d'occasion, établie par Denis Barthe et illustrée par Philippe Dumas, est l'ouvrage de référence indispensable. Il répertorie plus de cent cinquante librairies parisiennes, mais cent soixante-cinq librairies de province et vingt-huit marchands d'estampes.

Le même domaine, le Guide des librairies d'ancien et d'occasion, dirigé par Marc Hatot, est vendu en kiosques chaque mois.

★ GUIDE DES LIBRAIRIES D'ANCIEN ET D'OCCASION, Édit. Hubschmid et Bouret, 212 p., 85 F.

★ IN QUARTO, 87, rue des Rosiers, 93400 Saint-Ouen, tél. : 42-23-48-25, 15 F le numéro, abonnement 150 F.

★ À l'initiative de la société Primagaz, un prix littéraire Paul-Léautaud, d'un montant de 50 000 F, sera décerné pour la première fois en octobre prochain par un jury dont le secrétaire général est Jean-Paul Carcalla et dans lequel siègent notamment Raymond Devos, Michel Déon, Alphonse Boudard. Ce prix récompensera l'ouvrage d'un auteur français paru entre octobre 1985 et octobre 1986. Le jury sera guidé dans son choix par onze « commandements » tirés du Journal littéraire de Léautaud.

★ PRÉCISION. — L'ouvrage de J.-J. Gaudin, Pakia, le coq qui chantait dans la nuit (le Monde des livres du 14 février) est diffusé par « Alternatives ».

THIERRY GREENSTEIN.

## CHANSON

Les années

Renaud

Lorsque Renaud a commencé à chanter ses histoires de gosses des banlieues emprêtrées dans leurs combinaisons de blousons en simili cuir, de chaussures à bout pointu et de mobylettes, le tout sur fond de HLM, on ne l'a pas tellement pris au sérieux. Crise d'adolescence. Il allait grandir, ce petit gars. Les disques ont passé, avec succès à la censure. La coquette des lycéens est devenue celle de leurs parents.

Mais Renaud n'a pas grandi. Il a gardé sa tête d'éternel Robin des rues. Sa poésie fleurit toujours le caniveau, les petits matins blêmes, les façades grises, les amourettes à cent sous, les sourires à vous faire l'âme. Lui, une canaille ? Sans doute. D'ailleurs, s'il s'y mettait, vous ne le frémir pas, petit bourgeois. Renaud est un révolté comme on les aime bien : facétieux, tendre, bourré de talent. Les dix ans de chanson rassemblés dans ce Mistral gagnant le prouvent : Renaud et ses fans ont encore un bel avenir !

B. G.

★ MISTRAL GAGNANT, de Renaud, préface de San Antonio, éd. du Seuil, collection « Point-Virgule », 190 p., 30,50 F.

Out collaboré aux pages 14 et 15 : Bernard Goutin, Patrick Kechichian, Louis Nucera, Jean-Louis Le Rambour, André Velter et Wladimir Zand.

## BANDES DESSINÉES

## Dérive conradienne

Après l'avalanche de titres sortis pour les fêtes de fin d'année puis pour le Salon d'Angoulême, les éditeurs semblent s'efforcer à court terme de multiplier le choc. Lorenzo Mattotti publie chez Albin Michel n'appartient que plus éloquent. Ouvrage rare à tous égards (il n'est tiré qu'à 3 000 exemplaires), *Feux* est un récit initiatique coloré à l'huile et aux pastels. Il conte la dérive d'un officier de marine qui s'abandonne peu à peu à la magie d'une île ensorcelée. Il songe au roman de Conrad le *Cœur de ténacité*, mais Coppola s'est inspiré pour *Apocalypse Now*. Et c'est bien par son apocalypse que s'achève l'album de Mattotti, dont les illustrations plénaires d'inspiration flamboyante impressionnent.

Membre fondateur du groupe Valvoline (qui regroupe à l'heure actuelle Cardin et Mattotti) enseigne la bande dessinée à Bologne. Architecte de formation, créateur de génériques et de bandes vidéo, il nourrit ses albums de références cinématographiques et picturales. (On croise notamment Fritz Lang, Hopper et Bonnard.) Il observe une grande rigueur dans le dessin, mais, explorant les limites de la figuration jusqu'aux confins de l'abstraction, il est l'un des rares auteurs de bande dessinée à sonder les profondeurs de l'homme. L'émotion que produit Mattotti, indissociablement dramatique et poétique, est d'une intensité exceptionnelle.

Le projet romanesque de Max Cabanes n'est pas très éloigné de celui de Mattotti. Quatrième volet de la série « Dans les Villages » (éditions Dargaud), le *Journal de Max* puise dans les flammes des visions où féerie et réalité se confondent. Des créatures à la morphologie curieuse troublent la tranquille ordonnance d'un petit monde à la Pagnol. Les péripéties du récit ne laissent pas d'être confuses, et les saveurs de détails de telle ou telle scène captivent souvent au point de faire oublier l'ensemble. Mais l'univers graphique et mental de Cabanes est suffisamment riche pour qu'on aille faire son marché dans les villages.

L'un des titres les plus attendus des prochains mois est le coup sûr le premier tome de *Sambra*, un mélodrame baroque par Balas (pseudonyme de Yann La Penne) et superbement dessiné par le Belge Bernard Hilaire. Dans cette série dont le mensuel Circus achève actuellement la publication, Hilaire est véritablement transfiguré et révèle une puissance qu'on ne lui soupçonnait pas. Nouvellement parus aux Éditions Dupuis, la *Ville de tous les jours* (dont la réalisation s'est échelonnée entre 1982 et 1985) reforme donc sans doute une première période dans la carrière de ce dessinateur âgé de vingt-neuf ans. La mise en couleurs est déjà inventive, et le trait éminemment sensible. Reste que les débiles sentimentaux des jeunes héros Bidouille et Violente (fillette avatar de l'héroïne de Romain Rolland) dans lesquels se reconnaissent bien des adolescents, sont émaillés de clichés et empreints d'un pathétique souvent facile. Une série sympathique, sans plus, où l'on peut voir un futur Grand faire ses gammes.

★ BÉNARÉS, de Yves Vignat, éd. du Champ Vaillon, 109 p., 15 F.

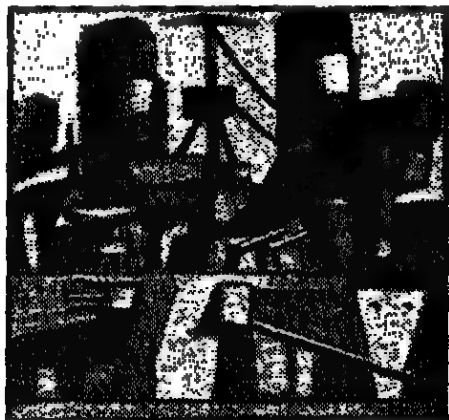


Illustration de Mattotti.

Tout comme l'histoire, Frank Le Gall travaille à la fois pour l'hebdomadaire enfantine *Spirou* et pour le mensuel *Valvoline*. En fait, il est un scénariste de Balas qu'il nous donne son premier album : le *Lune noire* (éd. Glénat). Un livre déconcertant, où la période d'après-guerre à de multiples sources (prises pour moitié dans le cinéma d'épouvante et pour moitié dans les classiques de la littérature pour la jeunesse) mène à l'effrayant sans jamais d'un humour au potache. Si l'on ne s'abandonne pas vraiment à cette histoire où un enfant de sept ans flanqué d'un majordome noir s'efforce de résoudre une énigme, il est permis d'applaudir son travail graphique, qui témoigne d'une double originalité. D'abord, Le Gall navigue à contre-courant en se réclamant de maîtres fort peu sollicités en cette période où le « ligne claire » triomphe. Son trait souple et alerte emprunte à Morris, le père de *Lucky Luke*, et à quelques pionniers des « funnies » américains dont on méconnaît trop souvent en France la formidable modernité. Ensuite, il a construit son album sur un système simple mais, à ma connaissance, sans précédent, de « rimes » graphiques. Les mêmes couleurs et les mêmes formes géométriques reviennent sans cesse mais trouvent chaque fois une nouvelle cristallisation. Un ciel corbeau, une lune noire, un œil d'asturgeon et un verre de lait blanc constituent par exemple les maillons d'une chaîne formelle qui confère à l'ouvrage une cohérence souterraine. À lire pour découvrir comment l'on peut, aujourd'hui et sans tapage, renouveler des formes canoniques.

Le principe des rimes visuelles est également à l'œuvre dans un petit album d'illustrations paru aux Éditions Carton. Dans chaque page de *l'Affaire 777*, on peut en effet trouver (il faut parfois chercher longtemps) un motif en forme de T répété trois fois. Passé cet intérêt purement anecdotique, le livre vaut surtout par la personnalité de son auteur, le graphiste Evar Meulen. *l'Affaire 777*, du grand public mais pillé par une meute d'épigraphes, cet homme a fondé une esthétique à la fois cristalline et totalement marquée, où les emblèmes de la culture rock et de la mythologie californienne sont mêlés à « aérodynamisme » jusqu'au délire. Éléphant et gai, *l'Affaire 777* est un petit livre qui mérite de grandes ambitions.

THIERRY GREENSTEIN.

PIERRE GUILLAUME  
Du désespoir au salut :  
les tuberculeux  
aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles

De la phthisie, mal de l'épître, la tuberculose, maladie de la misère, cet ouvrage montre la vie des malades et de ceux qui avaient choisi de la combattre.

Presses de la Fondation Nationale  
des Sciences Politiques1981. Les élections de l'alternance  
sous la direction d'Alain Lancelot

Ce livre fait la part du hasard et de la nécessité dans la double victoire de la gauche en 1981.

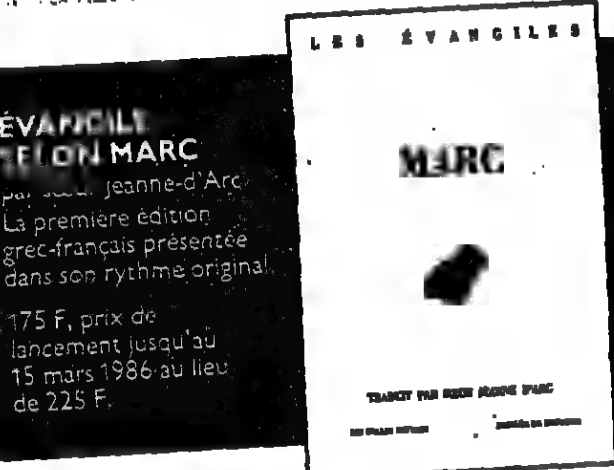
La gauche face à la crise  
par Alain Fonteneau et Pierre-Alain Muet  
« Le meilleur bilan de la politique économique et sociale de la gauche » Jacques Julliard

## Explication du vote

sous la direction de Daniel Gaxie

Un précieux outil pour comprendre toutes les dimensions des prochaines élections

27, rue Saint-Guillaume - Paris 7

Découvrez l'Évangile  
tel que  
Marc l'a transmisLes belles lettres  
Desclée de Brouwer

## MONT DE PARAÎTRE



Distribution S.F.L. 183 pages 65 F

ortantes né-  
l'adulte, paru  
de la popu-  
à près 1500  
Jacques Duby  
sur des chie-  
on 1219

la subversion  
de ses pay-  
Toujours en  
issance de la  
ion de Gens-  
ments de la

monde de...  
aucun sur un  
pacte médi-  
Le Goff, les  
ne par Pierre

ingest raconte  
e, pendant la  
oché russe,

l'adaptation,  
ent diffusée à

de Gabriele  
Héraud, telle  
l'éditrice Jean-  
Lévy, en

## RES

e »

noir

■ Malczewski, ■  
en rouge et noir  
■ en noir pour le  
amateur de la  
de la vie du poète  
■ un artiste russe  
■ Maria Poudov  
dans les moments

■ a pas Za-  
■ Remontez du  
logue de la HRP et  
■ la sur une poignée  
■ malchanceux  
■ interrompues  
■ le vocal au se  
recommandations  
recommandations

■ Une expé-  
■ des aberra-  
■ mation spé-  
■ ciologique et  
■ prend la suite  
■ France.

■ Sonar Paul  
comparer les  
sout avec G. J.  
■ uniment, car-  
■ les Trois frères  
■ avoir participé  
■ sa vie, sa route,  
■ ment en 1950,  
■ l'événement par  
■ France.

■ Les souvenirs  
■ de Maxou, an-  
■ nées du grand  
■ intrait avec ■  
■ une impor-  
■ tant présenté et  
■ signe également  
■ la réception de la  
■ 1945. (Édi-  
■ tion, 298 pages,  
■ nca.)

■ Côme — En  
■ de monde, un  
■ un musicien de  
■ au temps de  
■ Albert Bonou-  
■ a.)

■ fort injustes des  
■ images sont des  
■ images, celle des  
■ Michelle Lor et le  
■ de-Vin. (Mars-  
■ une femme.)

■ l'archivage. —  
■ la au Nouveau-  
■ faire connai-  
■ d'un des grands  
■ a été publié en  
■ Marc Chavaler.

■ de la littérature  
■ du XVIII<sup>e</sup> au  
■ Trédur du japo-  
■ yard d'intérêt.



LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Orphelins de l'Histoire

(Suite de la page 13.)

Message moins neutre que ne l'espère l'auteur, et moins jovial. L'éloge de la chair et de la chère se détache sur un fond d'indifférence aux tueries, d'accord avec l'impuissance de ce siècle à se civiliser. Reste le bonheur d'une bonne bouffe entre copains, servie par une belle fille en rose. Pour célébrer ces moments volés à la folie du collectif, Laurent n'a pas son pareil !

ES personnages de la Montagne blanche, eux aussi, voient l'engagement politique. Mais ils ont mis le temps. En 1982, tandis que la flotte de M<sup>rs</sup> Thatcher cingle vers les Malouines, les trois intellectuels que Semprun réunit dans une maison de week-end normande ruminent encore l'ingénuité criminelle de la foi en Staline. L'un d'eux semble l'homme de cette déconvenue comme on est l'homme d'un seul amour.

Entre le metteur en scène tchèque Karel, l'écrivain Juan et le peintre Antoine, c'est d'abord d'art qu'il est question, de la couleur bleue, du silence dans un livre ou la scène... Mais la déportation de l'un, l'exil de l'autre, et les discussions du passé restent présents. Tout tourne autour de la même interrogation : quelle création, dès lors qu'ont échoué les explications et les rêves communistes ? Quelle œuvre, si le réel ne compte plus, ni l'utilité sociale ? Quelle succession trouver la défunte Dialectique ?

ON dirait qu'aux liens de causalité devenus caducs nos artistes-philosophes tentent de substituer des supputations, voire des superstitions, liées aux coïncidences dans le temps et dans l'espace.

Dans sa dernière pièce, l'écrivain Juan s'émouvait qu'un dramaturge viennois ait pu raconter à Flaubert et à Dostoïevski sa rencontre avec Dada. Quant à l'homme d'État, il convergeait vers la Prague des incastres, des chiens et des suicides : sont-ce autant de signes à déchiffrer ? N'y aurait-il pas un sens caché dans le fait que Kafka est né l'année de la mort de Marx (1883) et est mort la même année que Lénine, que tant de créateurs aient séjourné à Zurich ?

Ce qui s'annonçait comme une partie de campagne tourne au roman philosophique dans la tradition tchèque qui va du Procès à Kundera. Plaques commémoratives, grilles de cimetières et grincements de tramways racontant des idéologies et des amours mortes, derrière des frontières glacées. A coups de mensonges, de procès truqués et de meurtres, l'utopie dominante des années 30 à 60 n'a su que reproduire une société bourgeoise de cauchemar.

DES femmes traversent le livre, au passé, au présent. Des velléités de jalousie ou de partage se font jour. Mais les rapports entre les personnages restent des sujets de conversation, moins priés que la métaphysique, l'histoire et la biographie des grands artistes, de Héraclite à Verne, de Goethe à Husserl, avec retours fascinés à Kafka, le patron de la modernité aux amours impossibles, à l'impossible innocence. Par sa mosaïque de flash-back et de réflexions, Semprun signe ici son roman le plus intrinsèquement cosmopolite, et très proche de Kundera.

Ni le rejet des folies idéologiques ni la douceur d'un week-end entre amis ne sauveront l'écrivain Juan. Comme son collègue de l'autre bord, le Fayout de Laurent, il va se supprimer. Ces morts cousines, après des assauts comparables d'érudition et d'écritisme, ne valent pas dire que les vies des deux personnages se valent, ni leurs œuvres ; sous une nouvelle pression de l'histoire, on peut supposer que leurs réflexes différaient. Mais le fait est qu'ils ont pratiquement identiquement préparé des choses leur représentation artistique. L'admirateur de G. H. (Laurent) et l'Espagnol nourri de tchéquisme (Semprun) se retrouvent, en orphelins, dans le même doute sur la raison en histoire et sur l'avenir de leur continent commun.

Quelle chance, décidément, que leurs militants ne se soient pas croisés sur les hauteurs de Nice, en 1942. S'entre-tuer il y a vingt ans pour le... droit de se suicider il sobrite, n'est-ce pas la définition la plus juste du génie ?

LE DORMEUR DEBOUT, de Jacques Laurent, Gallimard, 346 pages, 90 F.  
LA MONTAGNE BLANCHE, de Jorge Semprun, Gallimard, 266 pages, 85 F.

## Deux romanciers du « singulier »

## Jacques Laurent, Jorge Semprun : le détachement et la conviction

Deux écrivains, deux hommes à identités multiples, deux familles de pensée à deux formes de séduction opposées.

SA gentillesse, son attention courtoise, son interlocuteur ne masquent pas le détachement de Jacques Laurent. Ni une certaine hauteur. Chez Lipp, où il a ses habitudes, il répond avec le même amabilité, le regard un peu lointain, à ceux qui lui a fixé rendez-vous, à ceux qui viennent l'interrompre et qui sont pour la plupart des « DDS : Du DDS si je suis qui c'est... dit-il en souriant. Autrefois,

O mer si bleue qui me rends heureux berce mes navires et reflète les mires...

Bref, à vingt ans j'avais terminé un roman, que j'ai jeté. J'ai eu raison. J'ai aussi détruit mon Journal et de partir à la guerre.

En 1947, Jacques Laurent avait vingt-huit ans, pas un sou, travaillait à un roman, les Corps

grand écrivain se commettre dans la littérature populaire.

Jacques Laurent s'en moque ! Il écrit, c'est la seule chose qui lui importe. C'est pourquoi il résume l'image d'écrivain de droite qu'il balade depuis des décennies. « Tantôt m'agace, tantôt je m'en amuse. Quoi qu'il en soit, cela n'a rien de politique. D'ailleurs, je ne suis pas. Je suis bien appartenir à droite, mais à la droite litté-

espagnol que ne vienne le temps de la désillusion.

« Je n'ai commencé à publier qu'à quarante ans, explique-t-il. Mais j'ai pas pour trouver des remèdes à un désespoir politique. J'écris depuis l'âge de huit ans. » Romancier - prix Femina 1984 pour la Deuxième Mort de Ramon Mercader (2), - essayiste, scénariste, Jorge Semprun a toujours « un roman en marche » un fragment de cette œuvre qu'il explore, et je ne suis pas à l'avance s'il sera un espagnol ou un français.

Cet homme qui est espagnol à cause du temps où il était difficile de l'être - se sent « apatride bilingue ». « Pour la Montagne blanche, que je publie aujourd'hui, je n'ai eu aucune hésitation la langue, précise-t-il. J'ai voulu faire une œuvre française, économe, rigoureuse. C'est peut-être pour cela que mon prochain livre sera en espagnol. Sur l'Espagne de l'enfance, sur la guerre civile, je trouverais peut-être à écrire en français.

Jorge Semprun, qui parle parfois d'une langue à l'autre sans le remarquer, ne se sent nullement « écartelé » les deux. L'espagnol est plus riche, plus libre que le français, mais il est difficile à maîtriser. Il devient facilement grandiloquent si on n'a pas de talent, baroque si on a du talent. Le français par le français m'a aidé à maîtriser l'espagnol.

Comme Jacques Laurent, Jorge Semprun a des identités multiples. Mais pas en littérature. « La littérature m'a aidé, au contraire, à retrouver une identité unique. Les pseudonymes sous lesquels j'avais vécu, je les ai donc abandonnés à mes personnages, que j'ai toujours fait mourir. Pour m'en débarrasser définitivement.

Quant à la phrase de Cocteau sur la droite littéraire, Jorge Semprun y trouve « une part de vérité, même si on ne peut pas en faire un adage, rien n'est jamais systématique. Mais je crois, pour l'avoir vécu, que l'expérience de militant, puis d'écrivain, qu'il n'y a de littérature possible que quand s'affirme une singularité ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Flammarion.  
(2) Gallimard.



Jacques Laurent vu par Irmeil Jung

J'étais ennuyé de ne pas savoir à qui j'avais affaire ou à ne pas reconnaître les gens. Depuis j'ai inventé cette catégorie des DDS, ce me trouble plus.

Il paraît que, de cette façon, rien ne lui est susceptible de le déranger vraiment, tant qu'il ne pense pas une seule journée sans écrire. Ecrivain plus que reconnu, il le fois romancier et essayiste, prix Goncourt 1971 pour les Corps tranquilles (1), Grand Prix de littérature de l'Académie française 1981, il est l'auteur d'une cinquantaine de livres, sous diverses identités, sous le fameux pseudonyme de Cecil Saint-Laurent.

« J'ai toujours eu l'idée du double, explique-t-il. Mais au départ je voulais peindre et écrire. J'ai commencé à l'âge de sept ans. J'ai fait une bande dessinée, l'Histoire du duc des belles-heures, et des poèmes. Je me souviens même de quelques

tranquilles. Il décida alors d'écrire un livre à succès, pour son propre mécène. Il prit un pseudonyme ambigu - Cecil Saint-Laurent - et publia Caroline chérie, dont il vendit un million d'exemplaires en un an. « Sans un seul article de presse. Ce qui est incroyable, c'est que j'ai eu pouvoir fabriquer un livre à succès et que je ne me suis pas réalisé. Ce que je n'aurais pas prévu, c'est que je prendrais plaisir à faire de Cecil Saint-Laurent, le plaisir un peu magique de la fiction. Alors qu'avec Jacques Laurent j'ai un plaisir esthétique ».

Quand, en 1949, ont paru les Corps tranquilles, sous la signature de Jacques Laurent, le milieu littéraire a regardé avec une certaine méfiance cet auteur renommé qui, croyait-on, voulait pousser du col à chercher des lettres de noblesse. « Mais, depuis, Jacques Laurent s'est développé aux dépens de Cecil », au point que certains voient d'un mauvais œil ce

radre. Je reprends à mon compte cette boutade de Cocteau : « Nous faisons partie de la droite littéraire, parce que nous sommes pour la singularité » le pluriel. « C'est un emploi du mot droit qui n'a pas de rapport avec la politique. Je voudrais faire triompher une fois pour toutes cette notion.

## « Un apatride bilingue »

Jorge Semprun a une image presque parfaitement inverse. A l'économie des propos de Jacques Laurent répond l'ampleur des siens ; à la réserve, la chaleur de ceux qui ont passé leur vie à vouloir emporter l'adhésion ; au ton de la confiance à mi-voix, la phrase du conteur, parfois du tribun ; à la réputation de droite, un itinéraire de gauche pour cet Espagnol qui avait dix-sept ans en 1940 et s'était réfugié en France. Déporté à Buchenwald, il est ensuite militant clandestin, puis dirigeant du Parti communiste

## POÉSIE

## Les voix diverses de Claude Esteban

(Suite de la page 13.)

Son livre est construit comme un triptyque. Le premier volet représente la traversée d'un jour, de la lumière à la lumière, l'obscurcissement. La partie centrale, qui, déjà publiée sous le titre de Conjonction du corps du jardin, a obtenu en 1981 le prix de l'Académie Mallarmé, a été remaniée et augmentée d'induits. Quant à la dernière partie, elle semble explorer toutes les virtualités de l'écriture poétique : d'abord un « flirt » avec la prosodie, qui fait écho à des poèmes de Nerval, Verlaine, Rimbaud ; puis des proses, variations à partir d'une phrase d'Emmanuel Hocquard, seul poète contemporain qui évoquent en exergue Eschyle, T.S. Eliot et Dante.

## L'expérience de Pessoa

Ce qui assure l'unité du recueil, c'est la présence d'un « je » bien vivant, éprouvant l'incertitude de la succession, de la diversité du réel. Pourquoi cette diversité dans l'écriture ? « Parce que la poésie n'a plus à s'interdire quoi que ce soit, bien qu'elle vive dans l'insolence, sous le signe de

l'écriture blanche. Celle-ci peut-être eu sa raison d'être après le foisonnement du surréalisme. Mais on ne doit pas, je crois, aimer la sécheresse pour elle-même. » Il y a une expérience poétique qui fascine : c'est celle de Pessoa. Je l'ai lu très tôt, je l'ai même traduit. J'ai aimé les poèmes du Cancioneiro, les seuls qu'il ait publiés sous son nom, mais aussi ceux de Ricardo Reis ou d'Alvaro de Campos, me paraissent aussi riches et importantes. Cette possibilité de s'exprimer à travers des voix différentes est très précieuse pour des êtres dont la nature est, disons, composite.

Claude Esteban n'est pas un auteur de neuf recueils de poèmes. Traducteur de Paz, de Guillén, de Quevedo, il a écrit sur la poésie et sur des peintres, des sculpteurs. Gravures et dessins d'Ubac, Tal Coat, Alechinsky avaient d'ailleurs une place de choix, aux côtés de poètes comme Char, Michaux, Leiris et tant d'autres, dans Argile, la superbe revue dont il a été seul maître d'œuvre pendant sept ans. Une grande et belle

expérience, un peu difficile, à laquelle il a mis fin volontairement en 1981. A ses yeux, le rôle d'une revue est d'amener le lecteur à aller au-delà de ses propres choix. Tandis qu'un livre confirme dans ce que vous pensez. On achète un livre par surprise.

## Un Diderot d'Amérique latine

Autour d'Argile, il y a eu des amitiés, des rencontres, dont certaines laissent à Claude Esteban un souvenir particulièrement vif. De Michaux, qui a figuré dans la revue comme poète et comme peintre, il se rappelle une extraordinaire disponibilité : « Il semblait toujours avoir tout son temps, être plein d'un loisir amusé, interrogatif, fureteur. Il pouvait avoir un masque glaçant, mais derrière cela il y avait un humour absolu. » Parmi les poètes étrangers, largement représentés dans Argile, Claude Esteban évoque Montale : « Une rencontre difficile, un peu rugueuse. Il m'avait bien plu avec une manière noire, sarcastique, méchante, mais tellement intelli-

gente. Notre relation était aux antipodes de celle que j'ai établie avec Octavio Paz, pas seulement le poète, mais l'homme curieux de tout, enthousiasmé, s'exaspérant, une sorte de Diderot d'Amérique latine.

Ces poètes ont toujours été traduits, dans Argile, par des poètes français. Car, dit-il avec une grande amuse, « depuis le désastre de la Tour de Babel, la traduction exige une exégèse. Traduire, c'est forcer la langue dans ses retranchements, voir si elle est capable de prendre en charge des expériences et un système de valeurs qui lui échappent ». C'est faute d'avoir trouvé à l'époque des traducteurs adéquats que Claude Esteban n'a pu faire aboutir un numéro d'Argile « où auraient pu se mêler des poètes arabes, persans, Adonis, et israéliens, comme Rokeah. Faire dialoguer les langues aurait été une manière de montrer les frontières et divisions politiques doivent être dépassées un jour ».

MONIQUE PETILLON.

LE NOM ET LA DÈMEURE, de Claude Esteban, « Poésie »/Flammarion, 250 p., 95 F.

**A LA DÉCOUVERTE**

LE TIERS MONDE DANS LA CRISE. Carlos Ominami, 125 F - Un ouvrage de référence sur le débat sur l'ordre économique international.

LES CONTRAINTES D'UNE RIVALITÉ. Zaki Laïf, 155 F - Une analyse de la place des pays arabes et de l'URSS en Arabie.

LE PAIN DE MISÈRE, t. III 1914-1945, Nathan Weinstock, 130 F - Le mouvement ouvrier en Europe face à la révolution, la montée du fascisme, la Seconde Guerre mondiale et la Résistance.

NITZSCHE POUR DÉBUTANTS. M. Sautet, Patrick Boussignac, 72 F - Une mise au point accessible et accessible à tous en textes et dessins.

TÈS HISTOIRE D'OS, Howard Wasth, 72 F - La Troisième Guerre mondiale dans le lieu ? Le pouvoir d'un auteur américain dans le monde noir.

**FEVRIER**

## SCHALOM ASCH PETERSBOURG

« Les romans de Schalom Asch qui portent le nom de Petersbourg, mais aucune de ces œuvres ne possède l'élan, l'ampleur, la puissance de sa trilogie russe. Les romans nous montrent l'âme d'un homme, les conflits intérieurs, les souffrances, les plus violents. Et comment il prend jamais part à la vie politique, ni à la vie sociale, mais les choses se passent dans une immense symphonie, il se dégage de tout une signification universelle.

Stefan Zweig, « Le monde de demain », collection de la Bibliothèque de la Pléiade.

## ROBERT DACHS BONBONS VIENNOIS

« Robert Dachs, de caractère, de salon de culture, de mode, une bande de poètes pittoresques et de poètes et faibles se sont réunis en un grand nombre de chapitres, on rend hommage à Paul Anka, Maye, Massani, James Dean et le monde, quelques étoiles de la scène et des blondes à la mode, sans oublier les croissants, les « vrais » poètes, les poètes aux titres aussi banales que banales.

Robert Dachs est né en 1912, en R.F.A. Bonbons, c'est sa première œuvre poétique.

« Le monde de demain » par Stefan Zweig.



# Pierre Belfond

vous propose cette semaine

## 4 romans étrangers

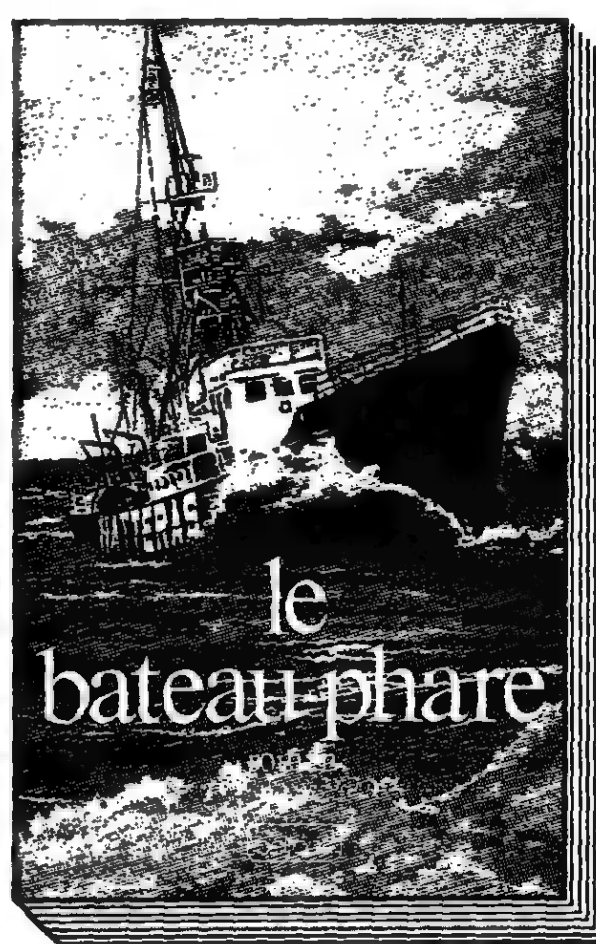
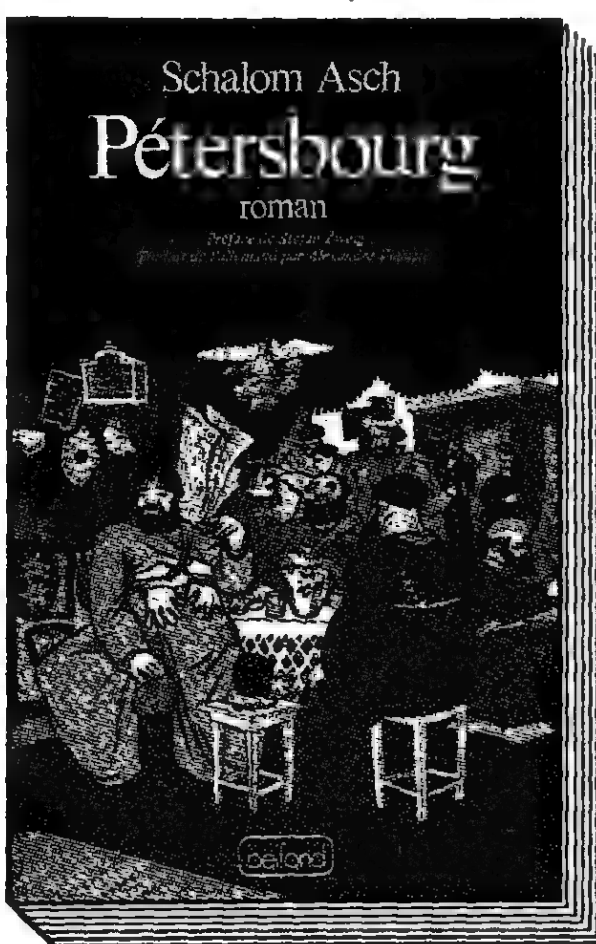
**SCHALOM ASCH  
PETERSBOURG**

"Nombreux sont les romans de Schalom Asch qui portent la marque du génie, mais aucune de ses œuvres ne possède l'élan, l'ampleur et la puissance de sa 'trilogie russe'."

Cet ouvrage nous montre l'importance des conflits intérieurs au sein des bouleversements matériels les plus violents. Et comme l'auteur ne prend jamais parti ni pour un groupe politique, ni pour un personnage, mais les considère tous avec une immense sympathie humaine, il se dégage de son œuvre une signification universelle."

Stefan Zuewig.

Traduit de l'allemand par Alexandre Vialatte.  
"Voix juives" collection dirigée par Marianne Wurm.



**SIEGFRIED LENZ  
LE BATEAU-PHARE**

Siegfried Lenz, l'une des figures dominantes de la littérature allemande contemporaine, est né en 1926 à Lyck et vit actuellement à Hambourg.

Il est, par excellence, le romancier de la mer et, comme Heinrich Böll, celui de la responsabilité, de la faute collective, du cas de conscience. Dans *Le Bateau-phare*, il a réuni ces deux thèmes d'élection.

Jerzy Skolimowski a adapté *Le Bateau-phare* au cinéma et son film a obtenu le Prix Spécial du Jury pour la mise en scène à la Mostra de Venise en 1985. Parmi les interprètes : Klaus Maria Brandauer et Robert Duvall.

Traduit de l'allemand par Jean-Claude Capelle.

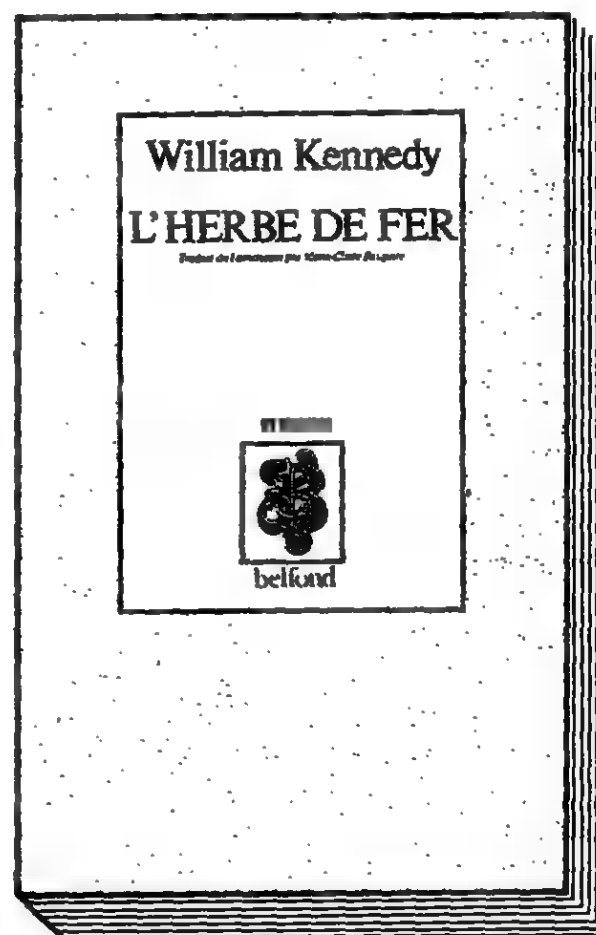
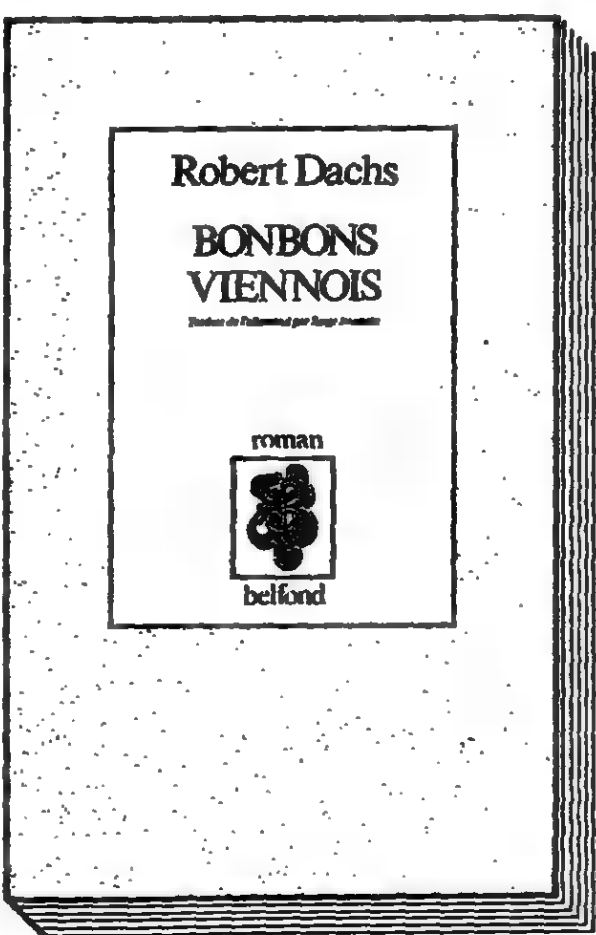
**ROBERT DACHS  
BONBONS VIENNOIS**

De Vienne à Rimini, de cinéma en milk-bar, de salon de coiffure en boutique de mode, une bande de personnages pittoresques et indécis, immatures et fatigués se donnent la comédie en rêvant d'amours tragiques et de numéros de cirque.

Au fil des chapitres, on rencontrera Napoléon et Paul Anka, Mozart et Mussolini, James Dean et le chat Mikesh, quelques étoiles de moindre éclat et des blondes à foison, oxygénées ou non, mais toutes fatales, sans oublier les crocodiles, les éléphants, les "vrais" opéras et les films aux titres familiers qu'improbables.

Robert Dachs né en 1955 à Weiden, en R.F.A. *Bonbons Viennois* est sa première œuvre littéraire publiée.

Traduit de l'allemand par Serge Lehmann.



**WILLIAM KENNEDY  
L'HERBE DE FER**

"Après *L'herbe de fer* qui lui a valu le 'genius grant' de la fondation MacArthur, le National Book Award et le prix Pulitzer, William Kennedy est devenu une gloire nationale... Son style, qui doit quelque chose à Joyce, à Fitzgerald, à Beckett, reste fondamentalement original. *L'herbe de fer* est le meilleur roman paru en Amérique depuis deux décennies."

New York Times Book Review.

"William Kennedy invente la littérature américaine d'aujourd'hui".

Washington Post Book World.

Traduit de l'américain par Marie-Claire Pasquier.

## 4 chefs-d'œuvre

belfond

x familles de pensée

ave commettre dans papulaire... la seule chose qui lui t pourquoi il refuse tran de droite qu'il is des décennies. m'ignore, tandis je Qu'il, en soit, n sens, si l'agit de uiseurs, je ne vote i bien appartenir à ais à la droite litté-



rendu à mon compte dar de Cocteau na partie de la droite i, parce que nous ne le jugerons contre - C'est un emploi au ne n'a par de rapport bi-gue, de videras plus une fois pour

ide bilingue

minut une image faiblement inversé. A lev contre de Jacques pond l'empêcher des mettes, le chœur de p'ant leur vie à vou- e l'admission au ton dans à moi-même, le inter- parties du tem- p'ant, m' de droite, un e gauche pour est rava, d'except ions en le refuge en France. Buchenwald, il sera tant qu'admette, puis e Paris combattive

ban

un peu difficile... à a ma fin volontaire- it. A ses yeux, la rle est d'arrêter le re- re au-delà de ses pro- Tandis qu'un lire dans ce que vous chète rarement un prise.

e latine

Argile, il y a eu des rencontres, dont cer- nt à Claude Esteban particulièrement vil, qui a souvent figuré rue comme poète et ste, il se rappelle une re disponibilité : "Il ujours avoir tout son e plein d'un loisir rrogatif, fureteur. Il ir un masque glaçant, re cela il y avait un bsolu." Parmi les gers, largement repré- Argile, Claude Este- Montale : "Une ois, un peu rugueuse, t bien plus avec oire, sarcastique, mais tellement intelli-

espagnol avant que ne vissent le temps de la désillusion.

Je n'ai commencé à publi- qu'à quarante ans, expliquée Mais ce n'était pas pour trou- des remèdes à un désespoir poli- que. J'écris depuis l'âge de dix ans. - Romancier - prix Franco Ramon Mercader (2). - essayiste, scénariste, Jorge Sem- prun a toujours "un roman a court, un fragment de cette so- leuse romanesque que j'explor et je ne sais pas à l'avance il sera en espagnol ou en français."

Cet homme qui reste esquis- "à cause du temps où il était lé- flicie de l'être - se sent désormais "un apatride bilingue". - Pour la Montagne blanche, que n- publie aujourd'hui, je n'ai a aucune hésitation sur la langue, précise-t-il. J'ai voulu faire un œuvre très française, écono- rigoureuse. C'est peut-être par cela que mon prochain livre se- en espagnol. Sur l'Espagne à mon enfance, sur la guerre civil, je trouvais indécents d'écrire en français."

Jorge Semprun, qui passe pu- fois d'une langue à l'autre sans le remarquer, ne se sent désormais "écartelé entre les deux. L'esp- gnol est plus riche, plus libre que le français, mais très difficile à maîtriser. Il devient fascinant grandiloquent si on n'a pas le talent, baroque si on a du talent. Le passage par le français m'a aidé à maîtriser l'espagnol."

Comme Jacques Larue, Jorge Semprun a eu des identités multiples. Mais pas en littérature. "La littérature m'a aidé, au contraire, à retrouver une identité unique. Les pseudonymes me lesquels j'ai vécu, je les ai données successivement à map- sonnettes que j'ai toujours la moue. Pour moi, débarrasser de l'identité."

Quant à la phrase de Cocteau sur la droite littéraire, Jorge Semprun y trouve "une part de vérité même si on ne peut pas en faire un adage, car rien n'est jamais aussi systématique. Mais je trou- pour l'avoir vécu à travers un expérience de militant, pas d'écritain, qu'il n'y a de litté- rature possible que quand l'effort est singulier."

JOSYANE SAVIGNIEN

(1) Grasset.  
(2) Gallimard.

MONIQUE PETILLON

\* LE NOM ET LA DE MEURE, de Claude Esteban. Poésie - Flammarion, 250 F. 95 F.































# SCIENCES

## Jennings, l'ange gardien

(1) *France-Football* du 25 février.  
(2) ~~Dennis~~ Bjorn Nordqvist (115),  
Dino Zoff (112), Bobby Moore (108),  
Bobby Charlton (106) = Billy Wright  
(105).



# économie

## LE BILAN DES ENTREPRISES NATIONALISÉES

### Une hirondelle ne fait pas le printemps

#### REPÈRES

##### Prix : + 0,1 % en janvier

L'indice des prix à la consommation a augmenté, en France, de 0,1 % en janvier, selon le calcul définitif publié par l'INSEE. La hausse sur douze derniers mois (+ 4,2 %) est la plus basse enregistrée depuis 1968. Elle se situe au-dessous de la moyenne de la CEE (4,7 %). En janvier, les prix de l'alimentation ont augmenté de 0,1 % et ceux des services de 0,5 %. En revanche, ceux des produits manufacturés ont diminué de 0,4 %. On note encore plusieurs hausses significatives (de 4,4 % sur les produits pétroliers, de 2,9 % sur l'énergie et de 1,1 % sur l'ensemble des tarifs publics-énergie). Pour l'ensemble des prix à la consommation, l'indice est passé de 160,3 en décembre 1985 à 160,4 en janvier 1986 (indice 100 en 1980).

##### Balance courante : meilleur excédent britannique depuis trois ans

La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a enregistré, en janvier, un excédent de 1 141 millions de livres, le meilleur depuis 1983. Tout en enregistraient un déficit de 548 millions de livres en décembre 1985 et + 402 millions en janvier 1986), le gouvernement britannique a enregistré qu'il y avait une situation doublement particulière. Le mois dernier, l'excédent de la balance pétrolière a pratiquement doublé à 937 millions de livres, grâce notamment à un fort tassement des importations. En outre, la balance des paiements courants a bénéficié d'une rentrée exceptionnelle au titre des « invisibles » : la restitution de 438 millions de livres effectuée par la Commission européenne dans le cadre de l'accord pour la réduction de la contribution britannique au budget de la CEE.

##### Agence de cotation : les industriels se retirent

Les groupes industriels Total, BSN, Moët-Hennessy, en attendant l'arrivée, initialement prévue, de la société de cotation, ont finalement décidé de se retirer du projet de création de la première agence de cotation (rating) en France, dont le Comité national avait récemment annoncé la constitution (le Monde du 9 février). Ces sociétés ont en effet jugé que l'argument selon lequel elles étaient elles-mêmes des clients du trésor public, soumis, précédemment, à la cotation de l'agence en question.

##### Salaires 1985 : application de la clause de sauvegarde aux Charbonnages de France

Conformément à l'accord conclu le 16 mai 1985, la direction générale des Charbonnages de France a annoncé qu'un apurement des mesures salariales, prévu par la clause de sauvegarde, a été décidé. Elle a constaté un écart de 0,62 % entre l'évolution prévue pour la masse salariale (5,20 %) et la hausse moyenne des prix en 1985 (6,82 %), et y a ajouté la part non distribuée de la « prime de progrès » (0,50 %). Une somme correspondant à une hausse de 1,12 % (calculée par convention sur la masse salariale de l'année 1984) sera versée fin mars aux salariés de Charbonnages de France sous forme d'une prime d'investissement.

M. Fabius tient ses engagements : les nationalisées de 1981 (hors la sidérurgie) sont à l'équilibre. C'est en octobre 1983, lors d'un débat parlementaire sur la stratégie industrielle de la France, que M. Fabius, ministre de l'Industrie, de l'Époque, avait fixé ses pupilles d'horizon 1986 comme ligne à ne pas dépasser. Il avait donné l'équilibre des comptes des entreprises publiques comme objectif à bien mieux que Pochiney avait affiché 4,6 milliards de francs de pertes en 1982, Thomson 2,2 milliards, Bull 1,8 milliard.

Il y a un rendez-vous, le chef du gouvernement entendait, en ces parages pré-départementaux, prendre le pouls de son entreprise, M. Cresson, ministre de l'Industrie, de l'Époque, n'est qu'à s'exécuter en dressant, lors du conseil des ministres du 25 février, un précoce bilan 1985 des entreprises passées, d'une façon ou d'une autre, sous contrôle public en 1982. Ce critère, qui présente une logique, permet à M. Cresson de retenir onze groupes (11), mais élimine, du même coup, deux entreprises nettement déficitaires : Renault (dont les pertes 1985 pourraient frôler les 10 milliards de francs) et CDF-CEMIE (1 milliard de pertes).

##### L'engouement de la Bourse

Quatre entreprises (CGE, Saint-Gobain, Pechiney, Rhône-Poulenc) ont conforté leurs bénéfices de 1984. Thomson et Bull ont dépassé l'objectif de simple retour à l'équilibre. Le coup, ces six entreprises ont enregistré un bénéfice d'environ 8 milliards de francs en 1985 (contre 4 en 1984). Quant aux groupes sidérurgiques, Usinor et Sacilor, ils ont, dans le même temps, diminué de plus de moitié leurs pertes. La CGCT, par sa part, a divisé par cinq son déficit. Enfin, Matra et Dassault devraient avoir des résultats à peu près équivalents à ceux

de 1984 (respectivement 11 et 430 millions de francs de bénéfices).

Même à part l'assommoir des comptes - une tendance au déclin - la situation demeure clairement établie depuis 1984 - une progression globale de l'investissement de onze groupes nationaux (+ 15 % contre quelque 24 milliards de francs), le bilan de M. Cresson était à ce point précoce qu'il se

résumait pour les titres émis par les entreprises (titres participatifs, actions d'investissement) à peut-être conforter cette satisfaction. Les 50 milliards de francs de bénéfices en capital que l'Etat leur a injectés de 1982 à 1985 ont largement suffi à remettre à l'Etat des entreprises que leurs précédents actionnaires avaient quelque peu délaissés. Il ne faut pas pour autant sous-estimer l'impact de la

grande champions, très liés aux commandes d'Etat, plus à l'aise dans l'équipement professionnel que dans les produits grand public. Thomson, Matra et la CGE en témoignent. Mais ces champions ne sont pas les seuls d'eux. Les grandes zones désertiques, que tant d'industries tentent de mettre à profit, d'autant plus que ment qu'il n'y trouve pas de capitaux français pour s'investir

	CHIFFRE D'AFFAIRES (en milliards de francs)		RÉSULTATS (en milliards de francs)		EFFECTIFS (en milliers de personnes)	
	1985	1984	1985	1984	1985	1984
RENAULT	122	118	NC	- 12,7	195	214
CGE	79,4	74,1	+ 0,9 à + 1	+ 0,8	155	162
SAINT-GOBAIN	66,7	61	+ 1,5	+ 1	148	125
THOMSON	59	57	+ 0,4 à + 0,5	0	109	112
RHÔNE-POULENC	56,5	51	+ 2,2	+ 2	49	50
PECHINEY	35,8	35,5	+ 0,85	+ 0,7	48	48,2
SACILOR	47,4	45	- 4,5	- 8,1	64	74
USINOR	36,4	33,5	- 2	- 7,4	45	56
CDF-CEMIE	25,3	25,7	- 1	- 0,9	16	17
EMC	14	13,4	+ 0,1	0	13	13
BULL	16,1	13,6	+ 0,05 à + 0,1	- 0,5	26	26
CGCT	2,8	2,7	- 0,2	- 1	7	8,3

Source : Observatoire des entreprises publiques (ministère du redéploiement industriel). Le rapport 1985 de l'Observatoire des entreprises publiques, diffusé le même jour que la communication au conseil des ministres de M. Cresson sur les nationalisées, repose sur un périmètre différent de celui des années précédentes. Les chiffres 1985 sont encore considérés comme provisoires.

permettait de constater que l'effort des dépenses de recherche et de développement, ni la balance des échanges extérieurs, ni la situation des effectifs (qui devrait se situer autour de 6 %). Toutes choses pour lesquelles, il est vrai, M. Fabius n'avait pas pris d'engagement.

Que le gouvernement soit satisfait des résultats des nationalisées et ait des raisons de l'être, nul n'en disconvient, et l'engouement de

conjoncture mondiale, qui a favorisé l'activité à l'étranger de sociétés gérées par des managers français, n'a pas empêché le marché boursier de

Il n'empêche. Les entreprises de rigueur en période d'incertitude de la part des gouvernements ne doivent pas dissimuler les faiblesses d'une industrie, auxquelles la décentralisation ne changerait d'ailleurs pas grand-chose. Ce sont les pertes de parts de marché dénoncées à chaque annonce du résultat du commerce extérieur. C'est l'incapacité à diffuser dans le tissu industriel les innovations technologiques (même à jour grâce à quelques grands programmes (nucléaire, Ariane...) d'envergure nationale, comme le souligne récemment un rapport de l'OCDE (le Monde du 11 février 1986).

L'exemple actuel du rachat de la Valco, un français qui a équipé l'automobile, par l'italien De

Pourquoi le Valco ne ferait-il pas de petits ? Ne risque-t-on pas de voir un certain nombre d'entreprises françaises, modernisées, restructurées et allégées de leurs sureffectifs, investies par des étrangers en mal de placements ? D'autant plus facilement que les étrangers sont européens, les pouvoirs publics français n'ont aucun moyen de les empêcher de prendre des participations qu'ils qu'en soit la hauteur. Dans la telle optique, la dénationalisation ne peut être qu'une anabse vaine Londres ou de Milan.

CLAIRE BLANDIN

## ENTREPRISES

### L'américain Apollo Computers s'associe avec ATT

Apollo Computers, constructeur américain de stations de travail assistées par ordinateur (CAO), qui avait enregistré, en 1985, une perte de 1 million de dollars, vient de bénéficier de 24 millions de francs de la part de la société de logiciels Omnicard, un accord technique avec Phoenix Software (pour développer une compatibilité IBM) et, avec Belmont Computer, pour augmenter la puissance de ses stations de travail.

### Commodore obtient un suris de la part de ses banques

Le constructeur américain de micro-ordinateurs Commodore a obtenu de ses créanciers un suris d'un an pour le remboursement d'un emprunt de 125 millions de dollars. Il avait bénéficié, fin janvier, d'un suris d'un mois pour la même dette, qui se montait à 192 millions de dollars. Le suris est la première occasion d'une réduction de dette de 175 millions. Le groupe traverse une passe très difficile depuis plus d'un an, avec un chiffre d'affaires en régression et des pertes en aggravation (92,4 millions de dollars au cours du premier semestre du nouvel exercice). La décision des créanciers de Commodore a été motivée par les récentes mesures de restructuration industrielle prises par l'entreprise : fermeture de l'usine britannique, réorganisation des usines aux États-Unis et en Asie du Sud-Est.

## LES GRANDES MANŒUVRES EUROPÉENNES

### Suez s'allie avec des allemands

La Compagnie allemande de Suez entend bien jouer un rôle actif dans les grandes manœuvres qui risquent de modifier quelque peu le paysage industriel en Europe de l'Ouest. Les mois et les années qui viennent. A cet effet, elle crée une société commune avec le groupe ouest-allemand Matschka, organisme indépendant, créé en 1970 à Munich, et qui emploie 160 personnes dans le domaine des services financiers.

Outre les services rendus aux investisseurs et aux grandes entreprises (gestion de portefeuilles, conseil en gestion et taux d'intérêt) et à la clientèle privée (« haut de gamme »), le groupe Matschka s'occupe aussi de l'ingénierie financière : montages, acquisitions, fusions, acquisitions. A ses palmarès figurent des opérations comme le rachat de la fabricant ouest-allemand de salaisons Herta par le groupe Nestlé.

Autre objectif de Matschka, la gestion familiale, surtout en RFA, qui cherche, soit à racheter d'autres entreprises, et se fait un peu de grandes banques allemandes (Deutschebank, Dresdnerbank, Commerzbank). Ces dernières, dotées, certes, d'équipes compétentes, mais leur appétit est grand, d'où l'intérêt d'utiliser les services d'un intermédiaire indépendant, dans le genre de Lazard Frères, en France.

Ce genre d'intermédiaire n'est guère courant en Allemagne fédérale alors qu'aux États-Unis il est en Grande-Bretagne en sa faveur. En outre, relèvent les dirigeants de la Compagnie financière de Suez, MM. Jean Peyrelevade, PDG, et Gérard Worms, directeur général adjoint chargé de la politique industrielle, il n'y a pas d'organisation pour traiter les problèmes franco-allemands, comme il en existe pour les problèmes franco-américains, d'où cette association avec Matschka.

Pour le groupe Suez, dont la taille avoisine celle du grand rival Paribas, et qui effectue une brillante remon-

te comme banque d'affaires (Dienstadt, tunnel de la Manche, etc.), il s'agit de se renforcer sur l'Europe, où, selon l'expression de M. Peyrelevade, « il manque des Lazard ». En même temps que cette association avec les Allemands, Suez vient d'acquiescer M. Pierre Paillet, précédemment directeur commercial d'Airbus Industries.

#### Agitation

Les grandes manœuvres vont se multiplier en Europe, notamment en France, où les perspectives des entreprises sont en train de « dégrader » la situation. De toute part, on s'agit, les bouillonnements de la Bourse de Paris le témoignent. Ainsi, M. Carlo de Benedetti, PDG d'Olivetti, manifestait, récemment, l'intention d'investir en France des sommes importantes, intention qu'il a concrétisée en rachetant, au dix mois, près de 20 % du capital de Valéo, fabricant européen d'équipements pour l'automobile, après l'achat de la société anglaise Lucas. La même vertigineuse du titre en Bourse n'avait pas, pour sa part, l'intention d'investir en France de la même manière.

L'opération a une logique, puisque M. de Benedetti contrôle, notamment FIAAM, premier fabricant mondial de filtres, également pour l'automobile, et elle fait grand bruit, car le capital de Valéo est très dispersé. On en trouve 7 % chez Bosch, déjà associé au groupe français, et qui s'inquiète. Le président de Valéo, M. Boisson d'Inguigne, a dit : il y a dix-huit mois, Suez, qui détenait, aussi une petite part de son capital, ramené de 10 % à 13 %, lui avait proposé une opération de restructuration qui échoua.

Aujourd'hui, le groupe Suez, devenu partenaire de M. de Benedetti, avec 5 % du capital de sa holding familiale Cogide, a prêt l'appuyer dans son rachat de Valéo. En revanche, Matschka, que le groupe italien Ferruzzi a maintenant « le pouvoir stratégique » chez le sucrier Béghin, il envisage d'y

réaliser sa participation, actuellement de 10 % et qui n'a pas varié depuis des années.

Tout commence donc vraiment à bouger. Autre exemple, la Compagnie générale des Eaux, dont le cours en Bourse a bondi de 20 % en une séance la semaine dernière, parce que M. Belfa, nouveau PDG de Saint-Gobain, avait bien entendu que le groupe s'y intéressait toujours : il y détient une participation, bloquée à 20 % depuis 1983 après un « raid » manqué, pour raison d'Etat.

On s'attend à d'autres noms de sociétés dont le capital n'est pas stable et qui, par conséquent, sont vulnérables, comme Valloire. Quant aux entreprises possibles, banques et assurances, en premier, tout le monde s'y prépare et, le cas échéant, accumule les munitions, on peut avoir des pertes : on sait qu'un investisseur de la CEE n'a nul besoin d'autorisation pour opérer en France.

Certains s'efforcent de ce déchaînement d'appétits, mais il faut bien voir que, à l'extérieur de nos frontières, aux États-Unis, même sûr, mais mal en Grande-Bretagne, les « raids » sont quasi-quotidiens, entraînant les restructurations de l'appareil industriel et déstabilisant des sociétés d'investissement assis sur une situation acquise et trop confiants dans leur « tour de table » d'investisseurs institutionnels.

En France, les nationalisées, en l'absence d'une loi « respiratoire », sont quasi-quotidiennement, dans une situation de quasi-privé, sous le regard des banques d'affaires, chez Lazard Frères, en première, chez Paribas aussi, et Suez ne peut manquer de l'être.

FRANÇOIS RENARD.

**FAITS & ARGUMENTS**  
DOSSIERS 1982 1986

En vente en kiosque et maisons de la presse. 40 F.

# SPECIAL BAC

Les résultats 85 lycée par lycée, section par section. 150 pages de tableaux, d'analyses et de commentaires.

# L'ÉDUCATION

VENTE TOUT

## AGRICULTURE COMMUNE

7,5 millions de

seront soumis à la

De nombreux agriculteurs... (text continues with details about agricultural subsidies and policies)

## SOCIAL

La lutte contre le chômage

LA MONTÉE DES SALAIRES NE SE PROLONGE PAS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Monde du 28 février 1986... (text discusses wage trends and labor market conditions)

## TRANSPORTS

LES TRANSPORTEURS ROUTIERS DÉNONCENT LA MAUVAISE QUALITÉ DU GAZOLE

La Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) estime que le gazole utilisé pour le chauffage des camions est de mauvaise qualité... (text continues with complaints about fuel quality and its impact on the industry)







Pousser les banques créancières, mais aussi les gouvernements créanciers et les organismes multilatéraux, à faciliter la mise en place d'une telle mobilisation des capitaux — seul espoir d'un retour à la croissance — constituer le principal souci des onze pays représentés à Punta-del-Este. Avec des intérêts nationaux et des stratégies différentes : le Pérou entend continuer à jouer les champions d'une nouvelle stratégie sans pour autant rompre les ponts avec ses créanciers ou avec le Fonds monétaire international pourtant présenté comme un bon émissaire.

**NICOLE BONNET.**

**NAIRES SIGNATAIRES**

Cette motion, par suite des circonstances électorales, ne pourra être communiquée aux responsables gouvernementaux [qu'après le 16 mars. Nous mettrons ce délai à profit pour enregistrer les nouvelles maladies qui nous parviennent encore chaque jour. Depuis 26 ans, le médecin (étiopathique) [est] pratiqué dans [notre] région. Elle est devenue un fait social irréversible par le mouvement que nous avons déclenché.

Pour tous ceux qui ont eu recours à [cette] médecine [pour tous les malades actuellement en traitement, pour tous ceux d'entre nous] auront un jour besoin de ces services... nous remercions ceux les élus qui se sont engagés dans cette action et faisons appel à tous ceux qui n'auraient pas encore été contactés pour qu'ils manifestent leur solidarité avec l'ensemble de la population.

## ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ÉTHERAPIE 1, RUE VANTIER IN 14300 CASER

**ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 11 % juin 1977**

Compagnie Financière de Paribas - 5, rue d'Antin - 75002 Paris - R.C.S. Paris B 542055157

Alors qu'en 1983, toutes les entreprises avaient été parallèlement touchées par la crise, en 1985, les PME ont pu bénéficier de la reprise, qui a surtout été le fait des plus grandes firmes, indique l'enquête réalisée par l'UFB-Localab. Les PME n'ont pas pu bénéficier de la progression de l'exportation, élément moteur de la demande l'an dernier, la taille de l'entreprise influant sur ses débouchés. Sans progression suffisante de leur activité, les PME n'ont guère accru leurs investissements en 1985, ce qui a progressé que de 1 % en volume, contre plus de 12 % pour les grandes compagnies. Et encore s'agit-il de plus en plus d'un investissement de productivité (56 % du montant en 1985, contre 54 % en 1984), et de moins en moins de capacité (43 % en 1985 contre 60 % en 1984). Cette situation n'a pas favorisé l'emploi, qui a diminué de 1,5 % en 1985, alors que l'industrie n'avait pas besoin autant que l'accroissement aurait pu le laisser craindre. De plus, la vive reprise attendue par les PME en 1986 semble ne devoir avoir qu'un effet limité sur les effectifs employés, les entreprises attendant sans doute une confirmation de la tendance nous embaucher.

Achetez vite  
L'ANGLAIS DE A à Z  
Le répertoire qui sait tout.

HATIER 



# HANGES

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES									
COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	UN AN	UN MOIS	DEUX MOIS	UN AN	UN MOIS	DEUX MOIS	UN AN
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510

TAUX DES EUROMONNAIES									
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510
1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510	1.4510

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BICM**  
BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MAROC  
15, rue des Pyramides, 75001 PARIS

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985. Le bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985. Le bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

**ÉLECTRICITÉ DE FRANCE** - Obligations 11 % juin 1997  
Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

Le conseil d'administration réuni le 27 février 1986, sous la présidence de M. Jean-Marie Lemaire, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net de 1.028.828 F net de 1.028.828 F pour l'exercice 1985.

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

26 février  
Forte résistance

Commencé une fois encore, mais officieusement, avec dix minutes de retard à cause de l'encroûtement des ordres, la séance de mardi a donné de nouveaux à la Bourse de Paris l'occasion d'administrer la preuve de sa résistance. De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites, mais d'une façon générale leur effet s'est atténué au fil des cotations. Quelques valeurs ont un peu décroché, comme Schneider, Carrefour, Dassault, BSN, Redoute, CSF, Lafarge, voire L'Oréal. Mais d'autres se sont mises à remonter : Alcatel, Sanofi, CFAO, Beghin, Colas, même Peugeot. Les pétroles, enfin, se sont bien comportés. Bref, l'indicateur instantané, initialement en baisse de 1,5 %, s'est ramené plus en clôture qu'un recul de 1,1 %.

Comme New-York, Paris s'arc-boutait, refusant de céder au facteur technique. Un professionnel allait plus loin encore. « La consolidation s'achève aujourd'hui », disait-il de façon péremptoire. D'autre part, une chose est certaine : les ordres d'achat continuent d'affluer de l'étranger, étant les prises de bénéfices effectuées par les investisseurs français. Du jamais vu. La Bourse est bien passée du stade artisanal à l'ère industrielle.

Sur le MATIF, la fièvre est un peu tombée. A 11 h 35, 2 287 contrats avaient été notés (5 029 pour la journée de mardi). Mais la pause-coffee a été allongée : jusqu'à 7 heures, elle aura lieu de 11 h 45 à 12 h 30.

Côté obligations, la tendance a été plus hésitante en raison de la légère tension observée sur le marché monétaire, également sur la rumeur d'une adjudication de la Banque de France le 27 février, alors qu'une telle opération a lieu le premier jeudi du mois.

Rapeli de l'or à Londres avec l'annonce de métal précieux à 345,10 dollars (contre 352,40 dollars).

A Paris, le lingot a reperdu à 180 F à 77 900 F, et le napoléon 10 F à 550 F.

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**VALÉO : PAS D'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE, FAUTE DE QUORUM.** L'assemblée générale extraordinaire de la société Valéole, convoquée pour le 26 février, afin de se prononcer sur diverses dispositions financières visant à renforcer les fonds propres de cette société dans laquelle le groupe Océan de M. Carlo de Benedetti a pris une participation de 19 %, n'a finalement pas pu avoir lieu, faute de réunir le quorum nécessaire.

**CREDIT SUISSE : BÉNÉFICE NET RECORD.** Le Crédit suisse, troisième banque helvétique, a enregistré, en 1985, un bénéfice net record de 507 millions de francs suisses, soit une augmentation de 21 % sur l'exercice précédent.

**INDICES QUOTIDIENS (BASE 100 = 26 fév. 1984)**  
Cote des actions : 123,9  
Cote des obligations : 104,6  
Cote des indices : 323,5

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Effets privés du 27 février : 8 1/2 %  
Cours du dollar à Tokyo : 168,25

**COURS DU DOLLAR À TOKYO**  
1 dollar (en yen) : 168,25

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentage, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Composante	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Composante	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1546	4,5 % 1978	1020	1095	1093	- 1,86	220	St-Alban	243	242	242	+0,41
1547	C.A.E. 3%	7775	3891	3855	+ 2,11	205	St-Etienne	215	216	216	+1,86
1548	4,5 % 1978	1020	1070	1078	+ 0,74	206	St-Etienne	215	216	216	+1,86
1549	C.C.F.	1131	1132	1132	+ 0,08	200	Banlieu	2259	2236	2255	+2,25
1550	Electronique T.P.	2040	2100	2100	+ 0,47	396	Soc. S.A.F.	422	429	429	+0,40
1551	Electronique T.P.	2040	2100	2100	+ 0,47	396	Soc. S.A.F.	422	429	429	+0,40
1552	Phone-Pow. T.P.	1949	1998	1998	+ 0,25	200	St-Etienne	215	216	216	+1,86
1553	St-Gratien T.P.	1300	1302	1302	- 0,07	180	Europe	170	171	171	+0,57
1554	Thomson T.P.	1302	1295	1295	- 0,50	1120	Europe 1	1890	1561	1561	+2,06
1555	Thomson T.P.	1302	1295	1295	- 0,50	1120	Europe 1	1890	1561	1561	+2,06
1556	Agence Havas	1240	1230	1230	- 0,80	80	Fischer-Banlieu	798	798	798	+0,00
1557	Al-Liquide	680	680	684	+ 1,19	250	France	263	259	254	-2,34
1558	Al-Liquide	680	680	684	+ 1,19	250	France	263	259	254	-2,34
1559	Al-Liquide	680	680	684	+ 1,19	250	France	263	259	254	-2,34
1560	AL.S.P.	430	398	398	- 9,53	138	Fédération (G.S.)	128	132	131	+0,80
1561	Althéon-Ast.	450	450	445	- 2,28	98	France	94	94	90	-4,20
1562	Ayam. P.M.	1050	1049	1049	- 0,01	270	France	263	259	254	-2,34
1563	Althéon-Ray	1050	1049	1049	- 0,01	270	France	263	259	254	-2,34
1564	As. Europe	1050	1056	1056	+ 0,57	890	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1565	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1566	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1567	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1568	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1569	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1570	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1571	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1572	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1573	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1574	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1575	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1576	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1577	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1578	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1579	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1580	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1581	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1582	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1583	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1584	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1585	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1586	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1587	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1588	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1589	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1590	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1591	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1592	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1593	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1594	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1595	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1596	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1597	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1598	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1599	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45
1600	As. Ouest-Br.	1040	1224	1230	+ 1,20	426	Cal. Laybette	832	836	835	+0,45



# Le Monde

## Le gouvernement renonce à ouvrir des négociations salariales pour 1986 dans la fonction publique

Le gouvernement a finalement décidé de ne pas ouvrir de négociations salariales pour 1986 dans la fonction publique avant les élections législatives. M. Laurent Fabius semblait pourtant décidé à revenir sur sa première décision, à la mi-janvier, et à envisager de négocier dans la perspective d'aboutir à un accord avec la FEN et la CFDT sur la base d'une hausse en niveau de 2 %, conforme au glissement des prix attendu (le Monde daté 23-24 février).

La publication de cette information dans le Monde avait provoqué une vive réaction des fédérations CGT de la fonction publique, protestant contre des « négociations salariales par médias interposés ».

Aujourd'hui, l'analyse qui est faite à Matignon est de souligner que c'est « politiquement peu jouable ». L'Elysée semble avoir pesé fortement dans cette décision en estimant qu'un accord salarial dans la fonction publique serait politiquement bon pour les fonctionnaires, mais risquerait d'être mal vu par les salariés du secteur privé. Le pouvoir a également redouté d'être accusé de prendre des engagements salariaux à bon compte, en laissant l'arbitrage à l'opposition si elle devient majoritaire.

A la FEN, on ne dissimule pas une certaine amertume. M. Jean-Paul Roux constatant que le gouvernement « n'apporte aucune réponse à notre demande ».

La FEN, nous a déclaré M. Roux, prend acte de cette décision et la déplore. Elle déplore en particulier que cet attentisme conforte l'attitude de ceux dont l'objectif est de geler le dialogue social jusqu'aux élections. Cette attitude n'est pas saine. Au gouvernement de s'interroger sur les conséquences de sa décision dans le contexte actuel. A chacun ses responsabilités.

### Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)  
à Caen (103,2 MHz)  
à Brive (90,9 MHz)  
à Saint-Étienne (96,6 MHz)  
à Montpellier (88,8 MHz)  
à Strasbourg (100,9 MHz)  
à Douai (97,1 MHz)  
à Valenciennes (97,1 MHz)  
à Lens (97,1 MHz)

JEUDI 27 FÉVRIER

### « Le Monde » reçoit DANIEL MESGUICH

metteur en scène et comédien avec PHILIPPE BOUCHER

VENDREDI 28 FÉVRIER

BERNARD KOUCHNER  
président d'honneur  
de Médecins du monde, sera

Face au « Monde »

avec FRANÇOIS KOCH  
et ROGER CANS

(Publicité)

### Machine à écrire

## Une Frappeuse BCBG : la Xerox 575 chez Duriez

MISS BCBG ! Voici votre Secrétaire de charme : la Xerox 575.

Ultra-facile, in-pannable, soignée, jolies, impeccable, pratique, portable, obéissante, élégante, d'une simplicité surprenante, performante comme un champion, pas chère...

Imprime en beaux (qualité pro).  
• Corrigé électronique (255 signes mémorisés) • Force de frappe réglable, centrage, soulignement • Aliénas, retraits et tabul. décimal  
presse-bouton • Prix chez Duriez, 110 3790 F. Arrêtée, je crève...  
Attendez ! Option pour hommes : Branchement ordinateur. C'est chez Duriez, 112, Bd St-Germain. M° Odéon.

Distributeur

RANK XEROX

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

## LA PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL DU PACIFIQUE SUD

### Une université française à vocation régionale va être créée à Tahiti

Le Conseil du Pacifique Sud, organisme créé en décembre dernier pour assurer une meilleure coordination de la politique française, et qui en regroupe les principaux responsables civils et militaires, s'est réuni pour la première fois mercredi 26 février après-midi à l'Elysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Outre ce dernier, le conseil est composé du premier ministre, des membres du gouvernement concernés (relations extérieures, défense, DOM-TOM), des ambassadeurs en poste dans les capitales des Etats riverains, des hauts-commissaires en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, ainsi que des chefs militaires du Pacifique Sud.

A l'occasion de cette première réunion, le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, et celui de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, ont pris part aux travaux du Conseil. Celui-ci a en effet décidé, parmi

d'autres mesures, la création d'une université française à Tahiti.

La coopération avec les Etats de la région va en outre être renforcée, une mission « de dialogue et d'information » devant prochainement être envoyée auprès d'eux. Au cours de la réunion de mercredi, la construction de la base militaire de Nouméa et le sort des faux époux Tureng ont également été évoqués.

Les autorités françaises, a-t-on appris d'autre part à Paris, ont décidé de suspendre l'importation de cervelles d'agneau en provenance de la Nouvelle-Zélande. La Fédération nationale de l'industrie et des commerces en gros de viande envisage de porter l'affaire devant la justice. Dans l'entretien qu'il a accordé à notre envoyé spécial à Wellington (lire page 7), le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, juge inadmissibles les pressions économiques de la France en faveur de la libération du commandant Maffart et du capitaine Priour.

## TROIS MINISTÈRES LIVRENT BATAILLE

### Les illettrés du contingent

Pour lutter contre l'illettrisme, trois ministères conjuguent leurs efforts. M. Georges Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Edwige Avice, secrétaire d'Etat à la défense, et un représentant de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, viennent de signer un protocole d'accord. Ce document engage pour trois ans au moins ces administrations à mettre dans toutes les unités des armées des moyens à la disposition des jeunes les plus défavorisés afin de faciliter leur insertion.

Cette décision s'inscrit dans l'action du groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI) mis en place par le gouvernement en octobre 1984 et présidé par M. Jean-Michel Belorgey, député socialiste

tre cent mille en France, mais les illettrés beaucoup plus nombreux. Ce sont, selon l'UNESCO, les individus incapables « de lire ou d'écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne ». Des hommes et des femmes qui, en France, en 1986, ne comprennent pas une annonce d'emploi, ni une feuille de paie, ni le plan d'un quartier, ni un horaire de trains, qui ne savent pas remplir un formulaire ni organiser un rendez-vous, qui donnent leur porte-monnaie au commerçant afin qu'il se paie. Ces personnes atteignent près de 15 % de la population.

Un rapport intitulé « Les illettrés en France », remis il y a deux ans au premier ministre (le Monde du 12 janvier 1984), l'avait clair-

ture et l'écriture qu'ils ont, en quelque sorte, « désapprises ».

L'idée de profiter du temps du service national pour lutter contre l'illettrisme a fait son chemin. Le protocole d'accord prévoit que, dans chaque corps, dans chaque base, dans chaque unité, l'officier-conseil — il en existe 291 à temps plein et 479 à temps partiel — organisera des cycles de formation. Les jeunes appelés, « encore incapables d'autonomie dans la gestion de leur propre vie administrative, sociale ou privée », bénéficieront de l'aide, soit d'instituteurs effectuant eux-mêmes leur service national, soit d'organismes spécialisés dans l'éducation des adultes : ces organismes utiliseront les ordinateurs et les logiciels d'entraînement à la lecture dont dispose l'armée dans ses 244 ateliers informatiques ou interviendront à l'extérieur du casernement. Les formations ainsi dispensées pourront être validées ensuite par l'éducation nationale.

Cette action devrait atteindre cinq mille jeunes volontaires par an. Le GPLI ne limite pas toutefois son souci aux jeunes recrues. Depuis dix-huit mois, il a multiplié les initiatives pour mettre en connexion tous les organismes et associations qui concourent à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, des demandeurs d'emplois, des adultes démunis qu'il s'agit d'animer d'un « nouveau désir d'apprendre ». Le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale consacre en 1986 1 million de francs au programme national « pauvreté » de lutte contre l'illettrisme, et les préfets peuvent eux-mêmes, désormais, débiter des crédits complémentaires. Le ministère du travail attribue 4 millions (au lieu de deux en 1985) à la formation d'adultes de très bon niveau qui ne peuvent accéder aux formations habituelles ; il développe, en outre, des ateliers pédagogiques personnalisés qui devraient intéresser 6 500 jeunes l'an prochain.

CHARLES VIAL

Le numéro du « Monde »  
daté 27 février 1986  
a été tiré à 471 730 exemplaires

## Le nouvel analphabète

L'illettrisme est-il la forme moderne et élégante de l'analphabétisme ? Il faut le croire puisque la France a voulu distinguer, par ce néologisme, les ignorants évolués des pays développés de ceux, primitifs, du tiers-monde. S'ils ont en commun de ne savoir ni lire ni écrire, on sent bien que les premiers ne sont pas tout à fait de la même espèce que les seconds. Ils évoluent dans un univers plus raffiné. Les « illettrés » ne s'opposent pas seulement à ceux qui connaissent leur alphabet, mais aux « lettrés » — c'est-à-dire aux savants, à ceux qui ont été frottés à la culture humaniste des lycées d'autrefois.

C'est que pour survivre dans la société moderne, déchiffrer les lettres ne suffit

plus. Il faut quelque chose de plus. Il faut être capable — et pour les moindres actes de la vie quotidienne — de comprendre des signes, de suivre des raisonnements. Contrairement à ce qu'on dit souvent, l'écrit a pris, dans notre société technique et audiovisuelle, une place de plus en plus grande et sophistiquée.

En englobant ceux qui ont appris à lire mais l'ont oublié, l'illettrisme a fait reculer considérablement les frontières statistiques de l'analphabétisme. Que sera-ce lorsqu'il faudra lancer un nouveau programme d'urgence contre le fléau qui guette la société de demain : l'inculture !...

F.G.

de l'Allier. Plus de quinze ministères ou secrétariats d'Etat sont représentés dans cet organisme, qui réunit aussi des membres de la Commission nationale pour le développement social des quartiers, de la délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté, du Fonds d'éducation culturelle et d'associations telles que Aide à toute détresse-Quart Monde.

Ce garagiste d'une ville de province n'a pas son égal en mécanique. Impossible de trouver mieux pour réparer, mettre au point un moteur. Jusqu'au jour où le garage qui l'emploie décide de moderniser sa gestion. Désormais, chaque ouvrier devra remplir une fiche pour le client. Le mécanicien modèle en est incapable. Faire un réglage, oui, il sait. Mais écrire, non. Il est licencié.

Cette histoire exemplaire illustre le mal dont souffrent des millions de Français aujourd'hui. Le protocole d'accord signé mardi 25 février est l'une des étapes dans la lutte contre un phénomène plus massif qu'on ne voudrait le croire.

Le recensement des illettrés est difficile. Les analphabètes au sens strict seraient trois cent mille à qua-

### Cinq mille volontaires

Le rapport publié en 1984 avait eu l'effet d'éclabousser. Pour la première fois, le problème était porté au grand jour, dans une ampleur qui surprenait un siècle après l'instauration de l'école obligatoire. Mais si l'école porte sa part de responsabilité, dans la mesure où trop d'élèves ont mal appris à lire et à écrire, combien aussi n'ont plus eu l'occasion d'utiliser couramment ensuite la lec-

laureats, qui deviennent membres de l'Association du Prix Albert-Londres et font partie du jury suivant. Les candidats doivent être journalistes, âgés de moins de quarante ans et de langue française. Les dossiers doivent être remis au secrétariat du prix (Société des gens de lettres, 38, rue du Faubourg Saint-Jacques, 75014 Paris avant le 31 mars 1986.

## Sur le vif

### Gâteries

Ce qu'il est mimi, mon Mitterrand, c'est pas croyable. Je ne sais pas ce qu'il a en ce moment, il ne sait pas quoi inventer pour me faire plaisir. Vous avez vu ses deux derniers cadeaux, la 5 et la 6 à la télé ? Il ne se moque pas de moi, mon bonhomme, hein ! D'ailleurs, c'est pas compliqué, tous les matins, sur l'oreiller, mon transistor m'annonce d'une voix tendre une nouvelle surprise, une attention délicate, affectueuse : Vous êtes en cloque, ma petite chérie ? Ça fatigue, je sais, ça file des nausées. Alors, vous savez quoi ? Je vais vous autoriser à monter en première avec un ticket de seconde dans le métro. Même aux heures de pointe, oui, je vous assure. A partir de quand ? Là, maintenant, tout de suite. Avant le 16 mars. Hier, c'était encore autre chose. Vous portez un Sonotone, ma pauvre amie ? Je vais vous le rembourser. Si, si j'y tiens absolument.

Alors, vous comprenez, quand je lis dans la presse qu'il n'y a que pour ses copains, son tourbillon, ses familiers, que tous les mercredis, au conseil des ministres, il s'installe derrière une pile de fromages et qu'au bout de deux heures il n'y a plus rien, même pas un trou de gruyère, il a tout distribué, je suis indignée. Ce sont des basses calomnies. C'est pas vrai, il ne pense pas qu'à eux. Moi, il m'aime aussi. Je

vais même vous faire une confidence, depuis cinq ans qu'on est ensemble, il ne m'a jamais témoigné autant de bonté, gentillesse, prévenance, et complètement désintéressée. C'est ça qui me touche le plus.

Il n'y a pas que moi, du reste. Avec les mecs, c'est pareil. Il est d'une générosité ! La carte Vermeil à partir de soixante ans, c'est pas rien ! Et il n'y a pas que les mecs. Il y a les chéris et les chiens. Ils ont eu droit à une belle gâterie, eux, aujourd'hui. Ils vont pouvoir rester à la fourrière, bien tranquilles, bien paillardes. Ils n'aimaient pas tellement être envoyés au labo. Terminé, ils ne seront plus obligés d'y aller.

Chirac aussi se montre incroyablement prévenant avec les chiens de ces temps-ci. Il a envoyé une lettre à toutes les mères-chien de Paris : pensez à nettoyer les papattes de trésor après son petit pipi. Elles peuvent être irritées par le sel mélangé à la neige autour des réverbères. Ça vous étonne, cette surchère ? Evidemment, vous, c'est pas comme moi, vous n'êtes pas dans le secret des dieux. Pour être sûr d'avoir ses 30 %, Mitterrand va donner le droit de vote à tous les toutous de plus de quatre ans.

Pour nous caresser dans le sens du poil, ils s'y entendent. CLAUDE SARRAUTE.

## M. Juquin prend date pour l'après-16 mars

### De notre correspondant

Vic-le-Comte. — M. Pierre Juquin pose la question : « Suis-je membre du comité central, oui ou non ? » C'est une façon de signifier son regret de n'être pas davantage sollicité pour participer à la campagne du Parti communiste français. Deux apparitions officielles lui ont été proposées.

Le jeudi 6 mars, il se rendra en Moselle dans le bassin minier, mais auparavant, en cette fin de journée du 26 février, il s'apprête à tenir un meeting de soutien aux listes communistes dans la salle des fêtes de Vic-le-Comte, une petite ville de 3 900 habitants située à une trentaine de kilomètres de Clermont-Ferrand.

Le chef de file des « renovateurs » est l'invité de la section locale, mais aussi de la fédération du Puy-de-Dôme. Réuni le 16 décembre, le comité fédéral s'était mis d'accord sur le principe de sa venue dans un cadre officiel.

Cette décision avait clos provisoirement une intense période de crise, à l'origine de laquelle se trouvait justement M. Juquin, dont une visite à Clermont-Ferrand, sa ville natale, pour la sortie de son livre *Autocritique* avait déclenché une offensive contre les « renovateurs » de la direction fédérale, accusés de s'être montrés publiquement aux côtés de l'ancien porte-parole du parti.

Ce retour de M. Juquin s'est fait sans excès de publicité. Mais le public était visiblement en attente de son discours. M. Juquin a parlé pendant plus d'une heure, essentiellement pour prendre date pour le lendemain de la période des élections.

Premier thème : le score du Parti communiste. « Si notre parti n'obtient qu'un score égal ou un peu

supérieur au pourcentage aux quel-  
que 11 % des élections européennes  
de 1984, dit M. Juquin, il se trouve-  
rait à un niveau plus bas qu'aux  
précédentes élections comparables,  
les législatives de 1981. Un tel recul  
confirmerait que l'élection de 1984  
n'avait pas été que des causes conjon-  
cturelles. Si par malheur le score  
communiste était inférieur à celui  
de juin 1984, ce serait un nouvel et  
grave échec pour notre parti et sa  
direction. » Précédemment, en  
appart, il avait fixé la barre mini-  
mum à 15 % en-dessous de laquelle  
« un vaste et profond débat  
interne » est inévitable sous peine de  
disparition.

Au détour d'une phrase sur la tenta-  
tion « dangereuse et insupportable  
du maximalisme » en matière écono-  
mique, M. Juquin a glissé : « Je me  
garderai d'avancer des chiffres  
péremptifs ».

L'allusion vise la proposition  
émise récemment par le bureau poli-  
tique de la création, à court terme,  
d'un million d'emplois. Et  
M. Juquin a consacré la plus grande  
part de son discours à une série de  
propositions d'« amorce » du  
renouveau dans le cadre d'une gau-  
che « rééquilibrée ». Au-delà, il a  
esquisé un vaste projet économique  
et social à long terme dont les  
accents ressemblaient en tous points  
à ceux d'une résolution de congrès.

LIBERT TARAGO.

● RECTIFICATIF. — M. Pier-  
ret, le compromis historique et la  
cohabitation. — M. Christian Pier-  
ret, député PS des Vosges, nous prie  
de préciser qu'il ne s'est jamais  
déclaré « prêt à participer à un  
ministère d'un gouvernement de  
l'opposition » contrairement à ce  
qu'une erreur de transmission nous  
a fait écrire dans nos premières édi-  
tions du jeudi 27 février.

## NAVETTE : LE PLAN DE SAUVETAGE

Tous les cas imaginables de pannes ou d'accidents avaient été prévus. Tous, sauf la catastrophe qui s'est produite le 28 janvier.

A chaque cas sa parade. Si une panne survient par exemple au-dessus du Pacifique Sud, le vaisseau pourrait se poser sur l'île de Pâques... SCIENCE & VIE vous offre un dépliant « spécial navette » pour tout comprendre.

Egalement dans ce numéro :

- Interleukine contre cancer : espoir et prudence.
- Les mondes étranges d'Uranus : étonnantes photos.
- La meilleure arme antichar : l'hélicoptère de combat.
- Inouï : les singes qui parlent enseignent notre langage à leur progéniture !



SCIENCE & VIE